

Zeitschrift: Actes de la Société jurassienne d'émulation
Herausgeber: Société jurassienne d'émulation
Band: 72 (1969)

Artikel: La genèse et les débuts du parti socialiste dans le Jura bernois (1864-1922)
Autor: Kohler, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-684480>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La genèse et les débuts du parti socialiste dans le Jura bernois

(1864 - 1922)

par *François Kohler*

INTRODUCTION

De 1846 à 1914, la lutte entre radicaux et conservateurs domine la vie politique jurassienne. Durant toute cette période, les forces politiques se définissent essentiellement par rapport aux problèmes religieux : la question des écoles et la définition des rapports entre l'Eglise et l'Etat opposent les catholiques aux radicaux. Au début du XX^e siècle, les deux blocs antagonistes se désagrègent : le parti socialiste détourne les ouvriers du radicalisme ; un parti jeune-radical cherche sa voie entre ces deux formations ; le parti des paysans, artisans et bourgeois se crée au détriment du parti radical ; un courant chrétien-social menace l'unité du parti conservateur-catholique. La question sociale prend le pas sur le problème religieux. Les transformations socio-économiques dues à la révolution industrielle dans l'horlogerie entre 1870 et 1910 ont modifié la structure de la société jurassienne et, par là, suscité de nouvelles attitudes politiques. Cette période de l'histoire jurassienne reste à découvrir. Notre étude n'aborde qu'un des aspects des changements intervenus dans la vie politique du Jura au tournant du siècle : la formation du parti socialiste jurassien (P.S.J.).

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous estimons nécessaire de préciser le contenu des concepts que nous utilisons : d'une part, l'orientation des recherches dépend des définitions de base, d'autre part, notre exposé y gagnera en clarté. « Les partis politiques, écrit Claude Delmas ¹, sont en même temps des communautés particulières et des réalités sociales. » Le parti socialiste doit être étudié sous ces deux aspects : Maurice Duverger nous fournit le plan pour l'étude des structures de cette communauté particulière, Georges Lavau

¹ Delmas, Claude : *Les partis politiques : problèmes et méthodes*. In « Critique » 77, octobre 1953, p. 900.

nous met en garde de ne pas négliger le contexte socio-économique et les circonstances historiques dans lesquels un parti évolue².

Au début du siècle plus que de nos jours, le syndicat, la coopérative et le parti socialiste constituaient les trois formes nécessaires et complémentaires d'organisation du mouvement ouvrier dans la lutte des classes. Le parti socialiste était l'organisation politique de la classe ouvrière. Selon Marcel David³, la classe ouvrière est « le groupe dont les membres soumis à la condition de travailleur prennent conscience de la solidarité qui les unit et de l'utilité pour eux de s'organiser et d'agir collectivement par le moyen de la lutte en vue d'améliorer leur sort et d'adopter une position commune à l'égard du système établi ». On ne peut parler de « classe ouvrière » que si des travailleurs, c'est-à-dire des personnes exerçant une « activité professionnelle d'exécution subordonnée et dépendante » et ne disposant que « d'un pouvoir d'achat relativement précaire », ont pris conscience de l'identité de leur condition et de la nécessité de s'organiser pour défendre leurs intérêts. Le P.S.J. se prétendait et formait effectivement — nous le constaterons plus loin — l'organisation politique de la classe ouvrière jurassienne. Etudier la genèse du P.S.J. consiste donc à suivre le processus d'élaboration d'une conscience de classe chez les travailleurs jurassiens. Nous verrons comment, dans une première phase, des ouvriers jurassiens ont pris « conscience de leur solidarité et de l'utilité pour eux de s'unir collectivement pour défendre leurs intérêts communs », puis, dans une seconde phase, une partie d'entre eux ont mis « la parenté de leur condition en rapport, non plus seulement avec des intérêts de groupe à défendre dans un ensemble social, par lequel ils ne s'estiment pas concernés, mais avec la structure globale d'une société qu'il s'agit pour eux soit de sauvegarder soit de transformer jusqu'en ses fondements ». L'indice du premier degré de conscience est la formation de sociétés ouvrières d'entraide et la création d'organisations syndicales. La fondation d'un parti socialiste, qui met en cause la structure globale de la société, est le signe que des ouvriers ont atteint le second degré. « Pour s'élever à ce niveau de conscience, les seules facultés réflexives de l'individu ne sauraient suffire. Il y faut la médiation d'une action collective et aussi celle d'une doctrine interprétative. » Dans le Jura, l'expérience du syndicalisme horloger et d'autres organisations

² Duverger, Maurice : *Les partis politiques*. Paris, 1964, 476 p. ; Lavau, Georges : *Partis politiques et réalités sociales*. Paris, 1953, 170 p.

³ David, Marcel : *Les travailleurs et le sens de leur histoire*. Paris, 1967, 387 p.

ouvrières, ainsi que la diffusion des idées socialistes, ont rendu possible ce passage d'une phase à l'autre.

Dans une première partie consacrée au mouvement ouvrier jurassien au XIX^e siècle, nous verrons pourquoi et comment s'est formée une classe ouvrière. La diffusion des idées socialistes et l'apparition des premières organisations socialistes feront l'objet de la deuxième partie. Dans la dernière partie, nous analyserons l'organisation, la composition et l'implantation du P.S.J. dans les premières années de son existence.

I. LE MOUVEMENT OUVRIER AU XIX^e SIÈCLE

1. *Avant la révolution industrielle*

Pour beaucoup, l'histoire du mouvement ouvrier dans le Jura au XIX^e siècle se résume à celle du mouvement anarchiste, qui fit florès dans le vallon de Saint-Imier et les montagnes neuchâteloises dans les années 1870. Cela est compréhensible : seule la période de la Première Internationale a fait l'objet d'études scientifiques. La thèse de Jakob Ragaz⁴ ne nous apporte que très peu de renseignements, tandis que la monographie d'Achille Grospierre⁵ pallie toujours l'absence d'une étude scientifique de l'histoire du syndicalisme dans l'industrie horlogère. De notre côté, nous avons essayé de suivre et de comprendre l'évolution du mouvement ouvrier jurassien dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Les travailleurs ont très probablement soutenu les révolutions libérale et radicale de 1831 et 1846. Ils n'y jouèrent pas un rôle prépondérant. Des brochures et des journaux fouriéristes circulaient dans le vallon de Saint-Imier dans les années 1840. La première manifestation d'ouvriers jurassiens sur le plan politique remonte au 18 août 1849. Pierre Coullery, présenté par un comité ouvrier de Porrentruy, était élu député au Grand Conseil pour quelques mois. C'est lui qui, installé à Berne pour achever ses études de médecine, fonda en 1851 le premier journal ouvrier suisse de langue fran-

⁴ Ragaz, Jakob : *Die Arbeiterbewegung in der Westschweiz*. Dissertation Zürich. Aarau, 1938, 260 p.

⁵ Grospierre, Achille : *Histoire du syndicalisme ouvrier dans l'industrie horlogère*. Genève, 1933, 169 p.

çaise : *Le Travailleur*. Des sociétés d'ouvriers allemands à Saint-Imier et à Porrentruy, une demi-douzaine de sections du Grütli, des « embryons de syndicat », tel se présentait le mouvement ouvrier jurassien lorsque fut fondée à Londres, le 28 septembre 1864, l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), plus connue sous le nom de Première Internationale.

Le médecin jurassien Pierre Coullery prit contact dès le début 1865 avec le Conseil général de l'A.I.T. Il fonda une section à La Chaux-de-Fonds, où il s'était établi depuis quelques années. Il devint secrétaire correspondant de l'A.I.T. et la section de La Chaux-de-Fonds fut chargée de créer des sous-sections dans le canton de Neuchâtel et la partie française du canton de Berne. Ainsi furent créées, en 1866, les sections de Saint-Imier, Sonvilier, Boncourt et Porrentruy. En septembre 1867, le rapport du Conseil général au Congrès de Lausanne mentionnait les sections de Saint-Imier, Sonvilier, Moutier, Tramelan, Les Bois, Les Breuleux, mais, à la fin de 1869, il n'existait plus que trois sections : celles de Bienne, de Moutier et du district de Courtelary, cette dernière née de la fusion de Sonvilier et de Saint-Imier. Adhémar Schwitzguébel, graveur à Sonvilier, homme capable et énergique, fut le grand animateur du mouvement internationaliste dans le vallon de Saint-Imier.

L'activité de ces sections était orientée surtout vers l'amélioration des conditions de travail et de vie des ouvriers. Les principales revendications étaient le paiement des ouvriers au mois — ils étaient payés tous les six mois — et la suppression de l'escompte, retenue sur les avances de salaire. Certaines sections fondèrent des coopératives de consommation. La section de Sonvilier fit une enquête sur la situation des ouvriers horlogers. Les sections firent preuve de solidarité en récoltant des fonds pour les grévistes anglais, parisiens et genevois.

Les sections de l'Internationale ne formaient pas un parti ouvrier distinct des autres. Au début, certains de ses adhérents militaient dans les rangs du parti radical. Mais bientôt les divergences d'intérêts entre un patronat « qui s'enrichissait et défendait âprement ses intérêts » et les ouvriers « qui avaient des salaires insuffisants pour vivre » éloignèrent les ouvriers internationalistes du parti radical.

Si tous les internationalistes étaient d'accord pour affirmer : « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », ils étaient profondément divisés quant aux moyens de parvenir à ce but. Les théories antagonistes de Marx et de Bakounine avaient chacune leurs partisans au sein de la Fédération romande de l'A.I.T. Les « coullerystes » et les socialistes genevois, influencés par Marx, préconisaient la conquête du pouvoir politique, tandis que

les anarchistes des montagnes neuchâtelaises et du Jura bernois estimaient que seule la Révolution sociale apporterait l'émancipation totale des travailleurs. Ils refusaient la transformation de l'Etat bourgeois en un Etat ouvrier : l'Etat, la religion, le capital, la propriété privée seraient supprimés par la Révolution sociale mondiale. En 1869, le socialisme libertaire prenait le dessus dans le Jura bernois et neuchâtelais. Les tentatives de conciliation entre les différents courants de l'A.I.T. en Suisse romande ayant échoué, les anarchistes jurassiens, réunis en Congrès à Sonvilier le 12 novembre 1871, constituèrent la Fédération jurassienne, qui « allait tenir bien haut le drapeau du socialisme libertaire et de l'anti-étatisme. Ce fut la seule Fédération suisse spécifiquement anarchiste qui ait existé⁶. » Sonvilier devint le siège du nouveau Comité fédéral. De nouvelles sections s'étaient créées, dont celle des graveurs et guillocheurs du vallon de Saint-Imier et celle de Tramelan. L'Erguel devenait le centre du mouvement anarchiste. C'est à Saint-Imier que siégea le premier Congrès international anti-autoritaire où cinq fédérations nationales partageant les idées de Bakounine étaient représentées.

Dans l'attente de la « liquidation du monde bourgeois », les anarchistes essayèrent d'améliorer temporairement les conditions d'existence des ouvriers par le recours à la grève, la création de caisses de résistance ou d'associations coopératives. En 1873, la Fédération jurassienne atteignit son apogée : l'organisation était prospère et la doctrine bien établie. Dans les années suivantes, surtout à partir de 1875, Thomann constate une évolution à l'intérieur du mouvement : « Les ouvriers s'enrôlent non plus pour défendre les intérêts du prolétariat en général, mais dans le but de sauvegarder les intérêts communs de tous les travailleurs de leur profession. Déjà apparaît le syndicalisme, alors que l'anarchisme s'efface peu à peu⁷. »

On ne peut pas attribuer le déclin de l'anarchisme à une cause unique. La dépression économique qui a frappé l'horlogerie entre 1875 et 1879 a certainement précipité la disparition de la Fédération jurassienne. La mort de Bakounine et le départ de J. Guillaume et d'autres avaient affaibli le mouvement. La concentration de la production dans les fabriques et le déclin du travail à domicile n'étaient pas de nature à favoriser un réveil de l'anarchisme; ils rendaient possible la montée du syndicalisme.

⁶ Thomann, Charles : *Le mouvement anarchiste dans les montagnes neuchâtelaises et le Jura bernois*. Thèse Neuchâtel. Le Locle, 1947, p. 59.

⁷ *Ibid.*, p. 89.

Au moment où la Fédération jurassienne déclinait, une organisation assez différente par son origine, sa composition sociale et sa doctrine connut un certain succès dans le Jura : la Société suisse du Grütli. La Société du Grütli a été fondée en 1838 à Genève par une trentaine d'ouvriers, d'employés et d'étudiants originaires de la Suisse allemande. Société patriotique et culturelle à ses débuts, elle s'intéressa dès 1848 aux problèmes sociaux, chercha à améliorer la condition des travailleurs et se transforma en organisation politique d'orientation socialiste réformiste. Elle prit une part active à la campagne pour l'introduction de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques en 1877. Elle fut à l'origine de la création du secrétariat ouvrier suisse et de la fondation du second « Arbeiterbund » en 1887⁸.

C'est à partir de Bienne que la Société du Grütli essaima dans l'ancien Evêché de Bâle. Cette section fut fondée en avril 1849. Celle de Saint-Imier fut fondée en 1850 ; Sonvilier, Renan, La Neuveville et La Ferrière, dans les années suivantes. Les débuts furent difficiles dans le canton de Berne : le gouvernement conservateur, par le décret du 16 juin 1852, ordonna la dissolution de toutes les sections du Grütli. Saisies de l'affaire, les autorités fédérales déclarèrent cette décision incompatible avec la constitution. Le gouvernement bernois dut rapporter sa décision le 11 juillet 1854. A la naissance de la Première Internationale, une demi-douzaine de sections existaient dans le Jura.

Les 6 sections jurassiennes regroupaient environ 200 membres en 1860, 132 membres en 1871. En 1880 la Société du Grütli comptait dans le Jura 10 sections et 226 membres. Ceux-ci se recrutaient essentiellement parmi les ouvriers et artisans de langue allemande. Durant les années 1880, les effectifs de la société augmentèrent considérablement. En 1890, 17 sections regroupaient 550 membres. Le mouvement grutléen était à son apogée : il s'était organisé en une Fédération jurassienne des sociétés du Grütli. Il avait aussi gagné des éléments francophones.

Chaque section possédait une bibliothèque : la lecture était considérée comme le principal moyen d'émancipation culturelle et politique. Les membres lisaient plus volontiers les journaux ou les revues que les livres. Plusieurs groupes mirent sur pied des cours de français pour leurs adhérents. Le chant était cultivé dans de nombreuses sections.

⁸ L'« Arbeiterbund » ou Fédération ouvrière suisse réunissant un grand nombre d'associations ouvrières (société du Grütli, syndicats, caisses de secours en cas de maladie, sociétés ouvrières catholiques, etc.) dans le but « de représenter les intérêts économiques de la classe ouvrière en Suisse ». Elle fut dissoute après la grève générale de 1918.

Certaines sections eurent leur troupe de théâtre, d'autres organisèrent des cours de dessin ou de comptabilité. L'activité sportive n'était pas délaissée : le tir était pratiqué dans plusieurs sections ; la société de gymnastique de Saint-Imier faisait bonne figure lors des fêtes. La participation à toutes ces activités ne répondait pas toujours à l'attente des organisateurs. Lors des assemblées, les discussions étaient souvent consacrées aux questions politiques. Les grutléens jurassiens se lancèrent dans l'action. Ils prirent part aux luttes, aussi bien sur le plan local que sur le plan cantonal et fédéral. Ils se battirent pour la gratuité des inhumations et du matériel scolaire, la révision de la constitution cantonale, l'extension de la loi sur le travail et le monopole des billets de banque. La crise qui frappa l'industrie horlogère entre 1891 et 1895 précipita sa chute : les sections furent décimées, certaines dissoutes. La section romande de Saint-Imier, dans son rapport sur l'année 1892, expliquait ainsi la désaffection croissante des ouvriers à l'égard du Grütli : « Par suite des influences désastreuses provenant de la crise horlogère, notre section est en pleine dissolution ; un grand nombre de membres ont dû quitter forcément la localité, d'autres sont dans l'impossibilité de payer leurs cotisations jugées trop élevées. Plusieurs assemblées, convoquées dans le but de provoquer un réveil, ont donné un résultat négatif. L'activité des ouvriers en général semble se porter dans notre Union ouvrière locale, cependant nous ne désespérons pas de ramener notre section sur un bon pied si l'avenir économique se montre un peu propice pour notre localité⁹. » Comme le déclin du mouvement anarchiste, la désagrégation du mouvement grutléen est liée à une dépression dans l'industrie horlogère et à la montée du mouvement syndical.

Pourquoi ces deux mouvements, après avoir connu quelques années de prospérité, n'ont-ils pas pu se relever une fois la crise passée ? Pourquoi leurs adhérents se sont-ils tournés vers une autre organisation ? Comment expliquer cet attrait pour le syndicalisme ? L'organisation syndicale devint l'élément le plus important, par le nombre et les réalisations, du mouvement ouvrier jurassien, parce que de plus en plus les travailleurs de cette région prirent conscience de leur condition et de la solidarité de leurs intérêts. Cette prise de conscience ne s'est produite que dans le dernier quart du siècle, car, auparavant, les conditions étaient défavorables.

⁹ *Jahresbericht des Schweizerischen Grütlivereins 1892*, pp. 19-20.

2. La révolution industrielle

Au milieu du XIX^e siècle, le Jura était une région agricole — les districts de Porrentruy, Delémont, Moutier et Laufon — et industrielle — le district de Courtelary surtout, La Neuveville et les Franches-Montagnes. L'horlogerie, la principale activité industrielle, fournissait du travail à près de 10 000 personnes. La fabrication de la montre était dispersée dans de nombreux ateliers et familles, elle était divisée en une centaine de parties. Un chef de production, l'établisser, se chargeait de réunir les différentes parties pour le terminage et la mise en vente. Les ouvriers des ateliers et les travailleurs à domicile dépendaient de l'établisser, non seulement pour le salaire, mais encore pour les fournitures et parfois les outils. Les crises périodiques faisaient constamment peser sur les ouvriers la menace du chômage et des baisses de salaire. La dispersion des travailleurs à domicile ou dans de petits ateliers, à laquelle s'ajoutait le fait qu'un certain nombre d'horlogers avaient gardé un train de paysan, empêchait l'éveil d'une conscience de classe. Ce fut la révolution industrielle qui, en augmentant le nombre des salariés et en concentrant les ouvriers dans les fabriques, rendit possible la formation de celle-ci.

« L'horlogerie, écrit Rappard, a subi, elle aussi, sa révolution industrielle. Mais elle l'a subie plus tard que les industries textiles¹⁰. » En 1838, la fabrique Vacheron & Constantin, installée à Genève par Georges Leschot, « livrait la première montre construite complètement d'après le système par procédés mécaniques et à pièces interchangeables »¹¹. Il fallut attendre jusqu'en 1875, alors que la menace de la concurrence américaine atténuait les réticences de la population horlogère, pour voir le machinisme et la production centralisée s'imposer dans l'industrie horlogère. A partir de cette date la mécanisation s'accéléra. « Depuis quelques années spécialement, lit-on dans un ouvrage sur l'économie du canton de Berne paru en 1905¹², la fabrique se substitue insensiblement à l'ancien mode de fabrication et plusieurs nouvelles fabriques de montres ont vu le jour dans le Jura bernois. » Pour équiper les fabriques d'horlogerie, il fallut produire des machines de précision. Comme l'industrie suisse des machines

¹⁰ Rappard, William : *La révolution industrielle et les origines de la protection légale du travail en Suisse*. Berne, 1914, p. 190.

¹¹ Fallet-Scheurer, Marius : *Le travail à domicile dans l'horlogerie suisse et ses industries annexes*. Berne, 1912, p. 269.

¹² *Bern und seine Volkswirtschaft 1905*. Herausgegeben von der Kant. Bern. Handels- und Gewerbekammer. Bern, 1905, p. 350.

dériva de l'industrie du textile, celle des tours automatiques naquit de la fabrication de la montre. La mécanique de précision fut créée vers 1880 à Moutier, dont elle fit la réputation. La construction du « réseau jurassien » des chemins de fer entre 1872 et 1877 contribua à la concentration de la production dans les vallées et au développement des agglomérations situées à un carrefour : Delémont, Moutier et surtout Bienne. Le rail permit l'implantation de nouvelles industries.

Une comparaison entre la société jurassienne de 1860 et celle de 1910 nous amène à faire les constatations suivantes :

1. Le Jura est devenu une région nettement industrielle.
2. Le centre de gravité économique s'est déplacé vers le nord.
3. Un important brassage de population a modifié la structure de celle-ci.
4. Les changements dans la structure socio-professionnelle ont créé des conditions favorables à l'éveil d'une conscience de classe chez les travailleurs.

En 1860, les 43 000 personnes actives dans le Jura se répartissait de la façon suivante : 41 % dans l'agriculture, 43 % dans l'industrie et 16 % dans les services. Un demi-siècle plus tard, pour 50 000 personnes actives, les proportions respectives étaient 28 %, 55 % et 17 %. Le tableau de l'évolution du secteur secondaire dans les districts montre nettement les progrès de l'industrialisation dans le centre et le nord du Jura :

<i>Districts</i>	<i>1860</i>	<i>1888</i>	<i>1910</i>	<i>Différence 1860-1910</i>
Courtelary	65	71	69	+ 4
Delémont	29	36	44	+ 15
Franches-Montagnes	46	49	47	+ 1
Laufon	32	47	54	+ 22
Moutier	35	53	64	+ 29
La Neuveville	40	41	36	— 4
Porrentruy	33	50	46	+ 13
Jura	42	53	55	+ 13

*Tableau 1 : Evolution du secteur secondaire entre 1860 et 1910
(% des personnes actives).*

La révolution industrielle modifia d'une manière assez sensible la structure de la société jurassienne. L'exode rural et une émigration massive en partie compensée par un afflux d'immigrés suisses aléma-

niques expliquent ces transformations : urbanisation, germanisation malgré une assimilation assez rapide, diminution du nombre des personnes résidant dans leur commune d'origine, brassage des confessions et renforcement de la minorité protestante. Ces mutations ont très probablement favorisé l'évolution des mentalités. Cependant les changements les plus significatifs intervinrent dans la structure socio-professionnelle. Le gonflement du secteur secondaire et la légère augmentation du tertiaire s'accompagnèrent d'une modification dans les rapports professionnels. Cette dernière se traduisit par un accroissement de l'effectif des salariés — ouvriers, employés et fonctionnaires — et le renversement des proportions entre la masse des ouvriers de fabrique et le nombre des travailleurs à domicile. Ces derniers ne formaient pas le 20 % en 1910. Quant aux ouvriers de fabrique, leur nombre passa de 7 000 à 18 000 entre 1888 et 1911. A la veille de la Première Guerre mondiale, ils formaient les deux tiers de la population active dans le secteur secondaire. Ces 18 000 travailleurs, dont le tiers était des femmes et le dixième des jeunes de moins de 18 ans, se répartissaient dans 436 fabriques, soit une moyenne de 42 ouvriers par établissement. Nombreuses étaient les entreprises qui n'atteignaient pas cette moyenne à côté de grandes usines comme Longines S.A. (1500 ouvriers) à Saint-Imier, Tavannes Watch Co (1000), Choindez (700) et les Rondez (400) à Delémont. Ces ouvriers habitaient généralement les villes ou les gros villages. Bien que cette concentration apparaisse relativement faible, si on la compare à celle de régions industrielles comme la Ruhr ou le Lancashire à la même époque, elle était néanmoins suffisante pour rendre perceptible aux ouvriers jurassiens l'identité de leur condition et la solidarité de leurs intérêts. Fallet-Scheurer constatait en 1912 : « De cette unification, de cette égalité de situation, est née la solidarité ouvrière. Leurs conditions étant devenues solidaires, il est impossible qu'ils ne se sentent pas les coudes et qu'ils ne cherchent pas à se rapprocher, à se concerter et à agir pour leur bien commun. De par leur condition économique et sociale, ils constituent une collectivité, dont la solidarité intime est le corollaire naturel et indispensable¹³. » Cette prise de conscience de la solidarité ouvrière ne doit pas être confondue avec la conscience de classe elle-même. Elle n'en est, nous le répétons, que la première phase. Elle se traduit par la formation d'organisations syndicales.

¹³ Fallet-Scheurer, M. : *Op. cit.*, p. 322.

3. Le mouvement syndical

Il n'est pas surprenant de constater que le mouvement syndical jurassien prit naissance parmi les ouvriers horlogers et que ceux-ci formèrent la grande masse des effectifs de celui-là. A l'origine, le syndicalisme horloger reflétait l'extrême division du travail dans la fabrication de la montre. Presque chaque partie possédait son association professionnelle : les graveurs et guillocheurs, les monteurs de boîtes, les repasseurs, démonteurs et remonteurs, les faiseurs de ressorts, les ouvriers sur ébauches, etc. A l'éparpillement des forces syndicales s'ajoute la discontinuité dans leur développement, due autant à l'évolution conjoncturelle qu'aux erreurs des militants. Résumer en quelques pages cette matière complexe nous conduit inévitablement à des simplifications, d'autant plus que nous n'avons pas poussé très loin nos recherches dans ce domaine.

Deux dates nous permettent de situer dans le temps l'histoire du syndicalisme ouvrier dans l'industrie horlogère : 1886 et 1911. La première marque le point de départ de l'essor de ce mouvement : cette année-là et celles qui suivirent, plusieurs fédérations et de nombreuses sections locales furent fondées par les ouvriers monteurs de boîtes, les repasseurs, démonteurs et remonteurs, les faiseurs de ressorts, de pendants et d'échappements. La seconde est l'année de la fondation de la Fédération des ouvriers de l'industrie horlogère (F.O.I.H.) : les ouvriers de toutes les branches de l'horlogerie avaient enfin pris conscience de leur solidarité et de la nécessaire unité d'action face au patronat.

Les premières tentatives d'organisation syndicale sont bien antérieures à 1886. Des sociétés de résistance et de secours en cas de maladie avaient déjà vu le jour avant la Première Internationale. Les syndicats qui existaient alors ne dépassaient pas le cadre local. La Fédération des sociétés des ouvriers graveurs et guillocheurs de la Suisse romande constitue une exception. Depuis sa fondation en mars 1872 à Genève jusqu'à la fusion avec la F.O.I.H. en 1912, elle n'a pas cessé son activité. Les sections de Saint-Imier, Sonvilier, Tramelan, Tavannes, Les Breuleux et Porrentruy se rattachaient à cette association dans les années 1870.

La Fédération des ouvriers monteurs de boîtes, « qui, par l'importance numérique de ses membres autant que par sa valeur professionnelle, devait jouer un rôle prépondérant dans le syndicalisme ouvrier de l'industrie horlogère »¹⁴, fut fondée le 4 juillet 1886 à

¹⁴ Grosbierre, A. : *Op. cit.*, p. 47.

Bienne. Parmi les sections fondatrices, nous trouvons Bienne, Saint-Imier et Tramelan. Madretsch, La Neuveville, Delémont, Porrentruy et Reconvilier constituaient des sous-sections de Bienne avant de devenir indépendantes ou de disparaître. Les boîtiers créèrent encore des sections à Renan, Villeret et probablement aux Bois, aux Breuleux et au Noirmont. Grospierre nous donne pour 1887 l'effectif des sections les plus importantes : Bienne comptait 285 membres, Saint-Imier 210, Tramelan 130 et Porrentruy 85. C'est en octobre 1886 que les repasseurs, démonteurs et remonteurs, réunis à Moutier, fondèrent leur fédération. Le premier président en fut Ali Eberhardt de Saint-Imier. Cette fédération comptait, dans les premières années, une dizaine de sections dans les districts jurassiens. Elle se heurta à d'énormes difficultés : les « horlogers », au contraire des ouvriers monteurs de boîtes ou de la décoration, travaillaient à domicile. En 1892, la Fédération des ouvriers faiseurs d'échappements, à la constitution de laquelle Bienne, Saint-Imier et Tramelan avaient participé, fusionnait avec celle des repasseurs.

Nous ne possédons pas de données précises de l'évolution quantitative des syndicats horlogers dans le Jura. Les quelques chiffres approximatifs que nous avons pu obtenir nous permettent tout de même de nous faire une idée de cette évolution et des forces respectives des diverses fédérations syndicales de l'industrie horlogère.

<i>Syndicats</i>	<i>1888</i>	<i>1895</i>	<i>1901</i>	<i>1905</i>	<i>1910</i>
Graveurs-guillocheurs	800	730	(450)	600	520
Monteurs de boîtes	1400	1400	2100	1700	2700
Horlogers	1700	(1100)	2300	2600	5400
Faiseurs de pendants	100	150	(200)	200	— ¹⁾
Pierristes	—	—	(120)	?	?
Autres	1000	?	?	1400	1000
Total	5000	3380	5170	6500	9620

1) 1907 : fusion avec les monteurs de boîtes.

Tableau 2. Effectifs des syndicats de l'industrie horlogère (1888-1910)

Les syndiqués jurassiens représentaient environ le cinquième. La hausse des effectifs ressort trop nettement pour être mise en doute ; toutefois celle-ci ne semble pas linéaire. Comme les sections du Grütli, les syndicats enregistrèrent une baisse des effectifs entre 1888 et 1895. La crise des années 1891-1895 pourrait expliquer ce recul : le chômage total ou partiel, selon Grospierre, avait toujours

pour conséquence l'abandon de la cotisation, ce qui provoquait souvent la ruine du groupe local. Parfois, au seul bruit d'une baisse de tarif, les ouvriers refusaient de payer leurs cotisations au syndicat. Avec une caisse vide, impossible de mener la lutte pour le maintien ou la hausse des salaires, pour la réduction des heures de travail. Une fédération ne pouvait pas sans dommage soutenir plusieurs grèves à la fois. Aussi, en 1888, le congrès des boîtiers décida-t-il qu'« à l'avenir aucune section ne pourra décider d'un conflit sans avoir l'autorisation du Bureau central et, de plus, sans qu'elle ait, au préalable, épuisé tous les moyens de conciliation »¹⁵. Outre la dépression économique, le licenciement, baptisé la « guillotine sèche », et les trop longues journées de travail dissuadèrent plus d'un ouvrier de militer dans le syndicat.

La place nous manque pour aborder l'action syndicale proprement dite : les mouvements de salaire, les grèves et les lock-out, les discussions avec le patronat, etc. Nous devons en revanche souligner deux aspects de l'évolution du mouvement syndical jurassien : sa diversification, d'une part ; sa tendance à la concentration, d'autre part.

A l'instar de leurs camarades de l'industrie horlogère, des ouvriers d'autres branches de l'industrie jurassienne se groupèrent pour défendre leurs intérêts. Toutefois, même additionnés, les effectifs de ces syndicats n'atteignaient de loin pas ceux des associations d'ouvriers horlogers. Les quelque 4000 syndiqués jurassiens en 1912 se répartissaient de la façon suivante (chiffres approximatifs) :

F.O.I.H.	2800	syndiqués
Métallurgistes	130	»
Cheminots	600	»
Papier	?	»
Bâtiment	150	»
Bois	100	»
Typographes	50	»
Employés PTT	150	»
Divers	?	»

Dans le syndicalisme jurassien, entre 1886 et 1911, on note un double mouvement de concentration sur le plan régional et sur le plan général, qui se traduit par la création d'unions ouvrières

¹⁵ GrosPierre, A. : *Op. cit.*, p. 63.

locales, d'une part, de la Fédération des ouvriers de l'industrie horlogère (F.O.I.H.), d'autre part.

« En 1886, écrit GrosPierre, la séparation des métiers était si prononcée dans la fabrication de la montre que les ouvriers croyaient n'avoir rien de commun entre eux ¹⁶. » On défendait son métier avant tout : « Le terme syndicat était en rapport direct avec le métier et ne dépassait pas cette limite. La solidarité n'allait nullement à l'homme. On protégeait l'ouvrier dans le métier. Le sentiment de la solidarité de classes (*sic*) n'existait pas. A cette époque, le socialisme correspondait, dans la pensée des ouvriers, à des erreurs du passé qui avaient fait trop de victimes pour y croire encore. On était monteur de boîtes, et c'était tout ¹⁷. » Ce n'est que sous la pression des faits — la révolution industrielle et ses conséquences — que les ouvriers de l'horlogerie dépassèrent cette mentalité corporatiste. Emile Ryser voyait clair quand il affirmait en 1902 : « La puissance des faits, le développement plus grand de l'organisation du patronat, l'anéantissement de la petite entreprise par la grande, les progrès constants des installations mécaniques, la substitution du travail à la main par celui de la machine, tous ces facteurs forceront nécessairement les ouvriers à concentrer toujours plus et mieux leurs forces ¹⁸. »

La marche vers la concentration fut longue. La première tentative, la fondation en 1892 de la Fédération ouvrière horlogère, dont Adhémar Schwitzguébel fut l'actif artisan, fit long feu, mais laissa un organe de presse, *La Solidarité horlogère*, qui maintint un lien entre les différentes fédérations. L'Union générale des ouvriers horlogers, constituée à la fin de 1902 afin de « créer une caisse de réserve pour les grèves et une assurance contre le chômage », ne réussit pas à regrouper toutes les fédérations. Elle marquait tout de même un progrès. Sur le plan local, il ne restait plus qu'une ou deux sections : les « horlogers » et les monteurs de boîtes. De leur côté, les patrons s'étaient organisés ; leur association englobait toutes les branches de l'horlogerie. Pour lutter d'égal à égal, la fédération industrielle s'imposait. La F.O.I.H. se constitua dans le courant de l'année 1911. Toutes les fédérations y adhérèrent, excepté celle des graveurs et guillocheurs. La nouvelle « confédération syndicale horlogère » regroupait 12 000 membres, dont 2700 Jurassiens, qui formaient 21 sections réparties dans 15 communes.

¹⁶ GrosPierre, A. : *Op. cit.*, p. 99.

¹⁷ *Ibid.*, p. 53.

¹⁸ GrosPierre, A. : *Op. cit.*, p. 158.

La concentration des forces syndicales était le signe de la prise de conscience par les ouvriers de l'interdépendance des problèmes de l'industrie horlogère. L'expérience syndicale ouvrit les yeux des plus clairvoyants d'entre eux sur les rapports entre la vie économique et la vie politique. « La pratique de la vie syndicale, écrivait Robert Grimm ¹⁹, conduit à une transformation révolutionnaire nouvelle dans les modes de penser de l'ouvrier. Sa conscience de classe, qui n'était que bien faible d'abord, devient de plus en plus profonde à mesure que se précisent les contradictions économiques. Et l'ouvrier comprend alors la nécessité de la bataille politique des travailleurs. » L'expérience syndicale leur enseigna que « ce n'était pas seulement les patrons qui s'opposaient à eux, mais bien tout le système économique capitaliste »²⁰. Elle les conduisit à remettre en cause les structures de la société établie. Tout naturellement, les militants syndicalistes se tournèrent vers le socialisme, qui se présentait comme la critique radicale du régime capitaliste, et adhérèrent au parti qui l'incarnait. Par la médiation d'une action collective — le mouvement ouvrier — et d'une doctrine interprétative — le socialisme — les travailleurs jurassiens s'élevèrent au niveau de la conscience de classe. La fondation du P.S.J. en 1911 traduit sur le plan politique l'avènement d'une classe ouvrière dans le Jura. La diffusion des idées socialistes dès 1890, deux tentatives de créer un parti ouvrier jurassien et l'action de diverses organisations ouvrières et socialistes précédèrent et préparèrent cet événement.

II. LE MOUVEMENT SOCIALISTE ENTRE 1890 ET 1911

1. *L'échec de la Fédération jurassienne du Grütli*

Jusqu'en 1890, les travailleurs jurassiens, lorsqu'ils se rendaient aux urnes, apportaient généralement leurs suffrages au parti radical. Si les quelques centaines d'adhérents et de sympathisants de la Fédération jurassienne se refusaient à exercer leur droit de vote, les sections du Grütli en revanche participaient activement aux luttes électorales. Les grutléens soutenaient les candidats radicaux. Lors des élections au Conseil national de 1881, les sections du district de

¹⁹ Grimm, Robert : *Parti et syndicat*. 1910, p. 15.

²⁰ Grimm, R. : *Op. cit.*, p. 13.

Courtelary se prononcèrent pour la liste libérale. Trois ans plus tard, la section de Delémont se définit comme partie intégrante du mouvement libéral. Cependant, tant en 1884 qu'en 1887, les gens du Grütli manifestèrent des « préférences particulières », revendiquèrent une « candidature avancée ». Ils demandaient aux radicaux de laisser une place sur la liste à un candidat choisi par les ouvriers, qui aurait défendu le programme du Grütli. Malgré les refus essuyés, les grutléens avaient fait campagne les deux fois en faveur de la liste radicale. Ils gardaient l'espoir que les Gobat, Stockmar et autres Jolis-saint leur concéderaient un siège à la prochaine occasion. Le problème se reposa en 1890, mais en termes différents : entre-temps les grutléens s'étaient organisés sur le plan jurassien.

Le 18 mars 1888, les sections du Grütli, réunies à Moutier à l'instigation de Saint-Imier, fondaient la Fédération jurassienne des sociétés du Grütli (F.J.G.). L'idée des initiateurs était d'amener les sections jurassiennes à des prises de position et des actions communes. Le 22 décembre de l'année suivante, l'assemblée des délégués décidait d'ouvrir l'association à toutes les organisations ouvrières, « sans égard à leurs idées politiques et religieuses, mais à condition pourtant qu'elles aident à faire progresser les intérêts des ouvriers ». Cette tentative de créer une sorte d'« Arbeiterbund » dans le Jura échoua. Les organisations ouvrières ne répondirent pas à l'appel de la F.J.G. Seule la section des monteurs de boîtes de Tramelan était présente à l'assemblée des délégués le 10 août 1890. Cette assemblée, qui siégea à Delémont, arrêta la position de la Fédération en vue des élections au Conseil national : « Dans l'arrondissement de Porrentruy-Delémont-Laufon, nous renonçons à une candidature particulière et nous nous rattachons au parti libéral. Dans l'arrondissement Saint-Imier-Saignelégier-Moutier, en revanche, il est très désirable que le Grütli et les autres sociétés ouvrières aient un candidat spécial²¹. »

Comme ils l'avaient fait à la veille des précédentes élections, des délégués du Grütli prirent part à l'assemblée de l'Association populaire jurassienne, qui devait désigner les candidats. Ils défendirent la candidature du docteur Gehrig, médecin de Tramelan, élu par les sections grutléennes du X^e arrondissement réunies à Corgémont le 28 septembre. Les radicaux écartèrent leur requête. Le comité d'action du Grütli convoqua pour le dimanche suivant une assemblée de tous les ouvriers « pour protester contre la manière d'agir du parti radical et arrêter définitivement la marche à suivre pour les

²¹ *Le Grutlén*, 3.10.1890.

élections au Conseil national »²². Les grutléens décidèrent, après avoir repoussé des avances du parti conservateur, de partir seuls à la lutte, avec la candidature unique de F. Gehrig. Le scrutin du 26 octobre fut un échec pour le candidat ouvrier : il ne connut même pas un succès d'estime.

Aux élections de 1893, les grutléens désignèrent à nouveau F. Gehrig comme candidat. Il était en tête d'une liste où figuraient Pierre Jolissaint, radical sortant, et Georges Agassiz, fabricant, candidat dissident présenté par les radicaux de Saint-Imier. Gehrig gagna plus de 300 suffrages par rapport à 1890. Ses 912 voix représentaient le 13 % des votants ; le 80 % de ses électeurs se concentraient à Saint-Imier, Tramelan, Sonvilier, Villeret et Les Breuleux. Bien que la F.J.G. eût accepté presque à l'unanimité la décision de la Société suisse du Grütli d'adhérer au principe de la « démocratie socialiste », nous ne pouvons pas considérer ces voix comme socialistes. La F.J.G. disparut peu de temps après. Les sections qui survécurent jouèrent, sur le plan local, un rôle dans la formation du parti socialiste.

2. Le Socialiste et la diffusion des idées socialistes

Outre ses tentatives malheureuses de réunir les sociétés ouvrières jurassiennes au sein d'une seule fédération et de faire élire un représentant au Conseil national, la F.J.G. contribua à la diffusion des idées socialistes dans le Jura. En vue d'intensifier sa propagande en Suisse romande, le Parti socialiste suisse (P.S.S.), fondé définitivement en 1888 sous l'impulsion de l'avocat bernois Albert Steck, prit contact avec des membres de la F.J.G. dans le courant de l'été 1891. Le 4 octobre, l'assemblée des délégués de la F.J.G. discuta de la publication d'un journal socialiste de langue française dans le Jura.

Au congrès ordinaire du P.S.S., le 29 novembre à Olten, après avoir entendu un rapport d'Albert Steck sur les démarches entreprises par le P.S.S. et les détails fournis par Jules Chatelain de Saint-Imier sur l'état des travaux préparatoires et le financement du projet, plusieurs délégués prirent la parole pour apporter leur soutien à l'idée d'un organe romand. Le congrès décida de s'en remettre au comité pour la réalisation du projet et de l'autoriser à utiliser un crédit de 200 francs pour un organe de langue française. Le 15 décem-

²² *Ibid.*, 17.10.1890.

²³ La Bibliothèque de la Société jurassienne d'Emulation possède la collection complète (9 numéros).

bre, Albert Steck annonçait au comité du P.S.S. que l'organe romand allait bientôt paraître. Un comité de presse s'était formé à Saint-Imier pour assumer la rédaction et l'administration du journal. Jules Chatelain en était le gérant avec un traitement de 100 francs par mois.

Le numéro spécimen de ce journal, *Le Socialiste*, «organe romand du parti socialiste-démocratique suisse et de la Fédération ouvrière jurassienne paraissant à Saint-Imier tous les samedis», est daté du 28 décembre 1891. En janvier et février 1892, huit numéros parurent²³. Le 1^{er} mars, le comité du P.S.S. prenait connaissance de la situation de détresse financière du journal. Le premier numéro de mars ne put être imprimé faute d'argent. Le 15 mars, le comité du P.S.S. était informé de la disparition du journal. L'émission d'actions de 2 francs, la subvention du P.S.S., le produit des ventes et abonnements, les recettes de la publicité et même de la souscription permanente n'arrivèrent pas à couvrir les frais de propagande, d'administration et d'imprimerie. Le décompte final accusa un déficit de 325 francs et 4 centimes. Jules Chatelain, déjà victime d'une mesure disciplinaire de la part de son patron quelques mois auparavant à cause de ses activités politiques, perdait à nouveau son gagne-pain.

L'éditorial du numéro spécimen présente le but du journal²⁴ : «*Le Socialiste* veut prendre en main dans le *Jura bernois* la défense des moyens d'existence de tous les salariés savoir: 1) des ouvriers organisés et non organisés en sociétés; 2) des syndiqués et des non syndiqués; 3) des ouvriers de la ville et de la campagne; 4) des domestiques et des manœuvres; 5) des petits employés du commerce et des administrations privées et officielles.» Il veut «s'occuper ensuite du sort précaire des petits paysans et des petits négociants, lesquels subissent tous — même sans le savoir — la tutelle arbitraire et usurière des spéculations effrénées du capitalisme, de la soif de l'or, inextinguible, des capitalistes et des jouisseurs». Il appelle les «deshérités du monde» à s'organiser en «collectivités» sur le plan professionnel et invite ces dernières à «opérer la concentration des forces ouvrières dans le parti socialiste suisse déjà existant» pour constituer un «Etat socialiste qui seul pourra accorder: a) le droit légal d'obtenir, d'exiger du travail pour les salariés sans besogne, au lieu de l'aumône municipale; b) la nationalisation normale, non seulement des chemins de fer, mais encore et surtout c) la nationalisation des moyens de production». Le même numéro reproduit in extenso le programme du P.S.S. approuvé par le congrès du 28 octobre 1888. Dans les autres numéros nous trou-

²⁴ *Le Socialiste*, 28.12.1891.

vons des circulaires du comité du P.S.S. et des traductions d'articles d'Albert Steck.

Le Socialiste condamne la propriété privée des moyens de production, critique la participation des ouvriers aux bénéfices, parce qu'elle « masque l'antagonisme des classes », dénonce le socialisme fallacieux des classes dirigeantes et possédantes qui essaient de détourner le courant qui menace de les emporter. Il donne régulièrement des nouvelles du mouvement social en Suisse et à l'étranger. Il se fait l'écho de la crise qui frappait alors l'industrie horlogère : « La crise sévit en pays horloger, les bras chôment dans les fabriques pendant que la vie renchérit, et comme complément à cette situation déjà suffisamment sombre pour les prolétaires, les détenteurs du capital et des instruments de travail parlent encore de réduction des salaires ! Voilà en quelques lignes l'exposé brutal de la situation économique dans nos montagnes. »

Si *Le Socialiste* fut le seul organe officiel du parti édité par des Jurassiens, *La Sentinelle*, lancée par l'Union ouvrière de La Chaux-de-Fonds en 1890, fut le principal véhicule des idées socialistes dans le Jura. Après sa fusion avec *Le Courrier jurassien*, organe des ouvriers de Porrentruy, *La Sentinelle* fut imprimée durant l'année 1902 dans l'ancienne capitale des princes-évêques. Quatre ans plus tard, elle s'effaça devant *Le Peuple suisse* qui réunissait toutes les feuilles socialistes régionales en un seul « journal socialiste et syndical de la Suisse romande ». Elle reprit son existence indépendante en 1909. Par les articles de Walther Biolley et Charles Naine ainsi que les comptes rendus des activités du mouvement socialiste, elle contribua à vulgariser les notions de « luttes des classes » et de « socialisation des moyens de production ». Ses correspondants jurassiens, à plusieurs reprises, engagèrent leurs compatriotes à former un parti ouvrier. La presse syndicale a probablement joué un rôle non négligeable dans la diffusion des idées socialistes. Nous pensons surtout à *L'Ouvrier horloger* de Gottfried Reimann et à *La Solidarité horlogère* d'Emile-Paul Graber. Le *Grütli* et la *Berner Tagwacht* avaient des lecteurs et des abonnés parmi les ouvriers de langue allemande.

A la propagande écrite, il faut ajouter la propagande orale. Les conférences et les manifestations populaires mises sur pied par les organisations ouvrières donnaient l'occasion aux travailleurs et à la population de se familiariser avec les thèses socialistes : des secrétaires syndicaux, des rédacteurs de *La Sentinelle*, des députés et conseillers nationaux et aussi quelques « personnalités » de l'Internationale socialiste purent ainsi s'exprimer, qui sur la place publique, qui dans

une halle de gymnastique, qui dans une salle de restaurant. Ils venaient présenter les revendications des syndicats, défendre la position du P.S.S. face aux projets de loi soumis au verdict populaire. Ils dénonçaient l'injustice du système capitaliste et invitaient les ouvriers à s'unir, non seulement pour la lutte économique, mais aussi pour la lutte politique. Ils faisaient connaître le socialisme, définissait son but et ses moyens d'action. Les campagnes électorales multipliaient les conférences et les assemblées populaires.

A côté des manifestations de circonstance, il faut faire une place particulière au 1^{er} Mai. Auguste Huggler, dans son discours à Saint-Imier en 1906, définissait ainsi la signification de cette démonstration annuelle : « ... le jour du premier mai les prolétaires conscients de tous les pays chôment, pour manifester en faveur de la journée de huit heures ou du principe de la réduction de la journée de travail ²⁵. » Organisé pour la première fois en 1891 à Saint-Imier, le 1^{er} Mai fut par la suite fêté régulièrement à Delémont, Porrentruy, Moutier, Reconvilier, Tramelan et La Neuveville. La manifestation la plus imposante était celle de Saint-Imier. Son cortège réunit à maintes reprises plus de mille participants ; les ouvriers des villages voisins venaient défiler aux côtés de leurs camarades de Saint-Imier. En 1904, ils furent près de 1500 à marcher derrière le drapeau rouge sous la conduite de la fanfare ouvrière. Arrivés sur la place du Marché, ils écoutèrent l'allocution en allemand du rédacteur du *Volksrecht*, Johannes Sigg, puis applaudirent l'orateur français Charles Naine qui condamnait l'emploi de l'armée contre les grévistes. L'« Internationale », « chantée sinon avec art, du moins avec conviction », mit un point final à cette manifestation. Dans les autres localités, le cortège réunissait plusieurs centaines de travailleurs. Pourtant le 1^{er} Mai n'était pas encore devenu un jour férié. Les ouvriers devaient chômer pour pouvoir participer à la manifestation. Parfois les patrons prenaient des sanctions — retenues de salaire ou même licenciements — contre les ouvriers qui ne venaient pas travailler ce jour-là. La répression patronale visait plus à impressionner les hésitants ou les indifférents que les militants qu'elle pénalisait. Il s'agissait, plutôt que de décourager les militants convaincus, d'enrayer le développement des associations professionnelles et politiques des ouvriers.

²⁵ Groupe d'études sociales de Saint-Imier : Premier Mai. Discours prononcé par Auguste Huggler, le 1^{er} mai 1906 à Saint-Imier. Lausanne, 1907, p. 3.

3. *Les Unions ouvrières et la Fédération socialiste jurassienne*

La fusion entre la doctrine socialiste et le mouvement ouvrier donna naissance à un mouvement socialiste jurassien. Plusieurs organisations aux tendances socialistes plus ou moins affirmées apparurent au cours de la première décennie du XX^e siècle : des Unions ouvrières, des Cercles ouvriers, des sections du P.S.S., des groupes d'études sociales et de jeunesses socialistes. La plupart de ces associations contribuèrent d'une manière directe à la fondation du P.S.J. en 1911. A ce titre, elles méritent de retenir notre attention.

Six Unions ouvrières (U.O.), sortes de cartels syndicaux locaux qui réunissaient les syndicats et les associations ouvrières d'une même commune ou d'une même région, virent le jour dans le Jura avant 1910. Une U.O. avait été fondée à Saint-Imier en 1891 sur l'initiative des deux sections du Grütli. Elle avait disparu après quelques années d'activité. Elle ne fut reformée qu'en 1904. Entre-temps furent constituées les U.O. de Porrentruy en 1889, Delémont en 1901, Tavannes en mars, Moutier en avril et Tramelan en juin de l'année suivante.

L'article 1 des statuts de l'U.O. de Tramelan définit bien les intentions des promoteurs de ces associations :

1. sauvegarder les intérêts de l'industrie en général ;
2. défendre énergiquement les droits de l'ouvrier ;
3. améliorer la situation des travailleurs par tous les moyens économiques, politiques et sociaux ²⁶.

Il semble que toutes les Unions ouvrières visaient le même but ; en revanche les conceptions divergeaient quant aux moyens à utiliser pour l'atteindre. Nous pensons particulièrement à leur attitude vis-à-vis de l'action politique. A cet égard, on peut opposer la neutralité politique de l'U.O. de Saint-Imier à l'engagement socialiste de l'U.O. de Porrentruy.

L'U.O. de Saint-Imier — plus en 1904 qu'en 1891 — s'en tint assez strictement à la lutte sur le plan syndical. Remise sur pied le 25 novembre 1904 par les représentants de 9 syndicats, l'U.O. se proposait non seulement de coaliser les organisations professionnelles existantes, mais encore d'organiser les ouvriers non syndiqués et de défendre les intérêts des ouvriers saisonniers. Une commission de propagande fut nommée pour réaliser ces objectifs. Cette commission, présidée par Octave David, fournit un travail assez considérable, puisque, en mars 1907, l'U.O. regroupait 17 associations. Celles-ci faisaient appel à l'U.O. en cas de grève. Cette dernière se chargeait

²⁶ U.O. Tramelan : Procès-verbaux 1902-1911, 24.6.1902.

de recueillir des fonds pour soutenir les grévistes auprès des syndicats affiliés ou d'autres Unions ouvrières. Parce que « les discussions politiques en assemblée de l'Union ouvrière pourraient bien amener la discorde dans cette association par le froissement des opinions différentes »²⁷, l'U.O. de Saint-Imier se tint à l'écart des luttes électorales, tout en faisant preuve d'une neutralité bienveillante à l'égard du parti socialiste.

L'U.O. de Porrentruy, fondée le 5 juillet 1899 à la suite d'une importante grève des remonteurs et démonteurs, disposait d'un journal, *Le Courrier jurassien*, dans lequel les convictions socialistes et anticléricales de certains dirigeants ne tardèrent pas à se manifester. Cette orientation socialiste se concrétisa par l'adhésion au P.S.S. en janvier 1902 et provoqua la fondation de l'Union ouvrière catholique et de son organe *L'Ouvrier*. Un autre fait illustre la profession de foi socialiste de l'U.O. de Porrentruy. Elle organisa, en janvier 1906, une assemblée populaire « pour commémorer la fête de la Révolution russe de Saint-Petersbourg, donnant suite ainsi à la circulaire du Bureau international socialiste à Bruxelles, qui invitait chaque groupe socialiste du monde entier à commémorer cette date inoubliable »²⁸. Leur opposition idéologique n'empêchait pas l'U.O. catholique et l'U.O. socialiste de se retrouver au niveau de l'action. Leurs membres et ceux des syndicats participaient côte à côte à la manifestation du 1^{er} Mai. Pendant la crise de 1902, les U.O. et les autres organisations ouvrières de la ville adressèrent une lettre au Conseil municipal pour demander la mise en exploitation immédiate de travaux publics afin d'assurer aux ouvriers victimes du chômage un salaire qui leur permettrait de nourrir leur famille en attendant des jours meilleurs. Le 8 mars 1905, les deux U.O. et huit syndicats décidaient la constitution définitive d'une Fédération des organisations ouvrières de Porrentruy.

L'U.O. de Delémont faisait aussi partie du P.S.S., mais d'une manière indirecte : elle avait adhéré au P.S.B. Cinq groupements se partageant près de 200 membres avaient fondé cette société bilingue en 1901. Son activité, pour autant que les sources disponibles permettent d'en juger, semble avoir été plus diversifiée que celle de Porrentruy. A ses activités politiques, sa participation aux élections, ses prises de position lors des votations, sa présence aux congrès syndicaux et socialistes, à l'organisation de la manifestation du Premier

²⁷ U.O. Saint-Imier : Procès-verbaux 1904-1909, 25.11.1904.

²⁸ *La Sentinelle*, 17.1.1906.

Mai et de quelques conférences de propagande, elle ajoutait des activités culturelles. Elle mit sur pied un cours d'éducation populaire, elle entretenait une fanfare ouvrière « Unionsmusik » et un chœur d'hommes « Frohsinn ». Chaque été, elle invitait les familles ouvrières à sa traditionnelle fête champêtre, qui laissait une petite recette dans la caisse. Elle distribuait des cadeaux aux enfants lors de la Fête de l'Arbre de Noël. En novembre 1907, elle organisa une tombola pour monter une bibliothèque. L'U.O. de Tramelan eut une activité sporadique. Des U.O. de Moutier et de Tavannes, nous n'avons trouvé que les actes de naissance. Les U.O. de Delémont, Porrentruy et Tramelan participèrent à la première tentative de fonder un parti socialiste jurassien en 1903.

L'idée de fonder la Fédération socialiste jurassienne (F.S.J.) semble avoir germé à l'occasion des élections au Conseil national de 1902 : « C'est lors des dernières élections au Conseil national, alors que les quelques socialistes disséminés sur les différentes parties du Jura avaient tenu à se compter, que quelques camarades influents et bien décidés résolurent de fonder une fédération socialiste dont le principal but est d'arriver, par une propagande active, à grouper le prolétariat jurassien en un formidable faisceau qui, à l'occasion, et toutes les fois que le besoin s'en fera sentir, puisse réunir tous ses efforts pour travailler en commun au bien du parti ouvrier jurassien en général et suisse en particulier²⁹. » Le 22 février 1903, Pierre Nicol terminait la conférence qu'il prononçait devant l'assemblée de l'U.O. de Delémont par le vœu de « voir se fonder une Association socialiste jurassienne dont les sections de Delémont et Porrentruy pourraient très bien prendre l'initiative »³⁰.

Le 10 mai suivant, ce désir devenait réalité. Les délégués de différents groupes politiques ouvriers du Jura, réunis à Moutier pour jeter les bases d'une fédération, nommèrent un comité provisoire chargé d'élaborer des statuts et définirent leur objectif : « L'association composée de tous les Grütli, Unions ouvrières et groupes socialistes aura pour but de travailler dans chaque district au développement du parti ouvrier socialiste dans tous les domaines ; au communal, au cantonal, au fédéral³¹. » Le 20 septembre 1903, 14 délégués de Moutier, Porrentruy, Delémont et Tramelan participèrent à l'assemblée constitutive de la F.S.J., présidée par Pierre Nicol. Ils adoptèrent les statuts et désignèrent Delémont comme siège

²⁹ *La Sentinelle*, 2.12.1903.

³⁰ *Ibid.*, 25.2.1903.

³¹ *Ibid.*, 13.5.1903.

du comité central. Ce comité appela Charles Wolf, mécanicien, à la présidence de la F.S.J. Malgré ce bon départ, la fédération ne tint pas ses promesses : on ne trouve aucune ligne sur son activité en 1904 dans ses organes officiels *La Sentinelle* et le *Grütli*ner. Au début de l'année suivante, le comité central se « réveilla ». Il convoqua une assemblée des délégués le 12 février à Delémont. Les U.O. de Delémont et Porrentruy, les sociétés du Grütli de Moutier et Saint-Imier ainsi que la section socialiste de Tramelan y envoyèrent des délégués, la société du Grütli de Reconvilier-Tavannes ne fut pas représentée. La dernière assemblée des délégués se tint à Saint-Imier le 14 mai. La F.S.J. laissa le soin au P.S.B. d'organiser le parti socialiste dans le Jura.

4. *Les Cercles ouvriers et les groupes d'études sociales*

Le Cercle ouvrier (C.O.) représente une autre forme d'organisation que l'Union ouvrière. L'élément de base de celle-ci est le syndicat ou la société ouvrière, celui-là repose sur l'adhésion individuelle. Quatre Cercles ouvriers, Saint-Imier, Sonvilier, Villeret et Moutier virent le jour à l'aube de ce siècle. Ceux de Sonvilier et Villeret, qui sont toujours en activité, ont conservé une bonne partie de leurs archives. Nous avons puisé de nombreux renseignements dans leurs procès-verbaux. L'exemple du C.O. de Sonvilier nous aidera à comprendre le but et la spécificité des Cercles ouvriers et nous suggérera l'importance de la part qu'ils ont pu prendre dans la genèse des sections socialistes.

Le 8 mars 1904, onze citoyens de Sonvilier se réunirent dans le but de former un cercle ouvrier. Ils adoptèrent un texte, dans lequel ils définirent leur objectif : « Le cercle a pour but : 1. d'offrir à ses membres un lieu de réunions et d'agréments pour tous les ouvriers ayant conscience de leurs droits et de leurs intérêts de classe ; 2. former un centre d'études sociales pour travailler au développement moral et intellectuel de ses membres en cultivant par tous les moyens possibles l'esprit fraternel et solidaire, l'amour du beau et du bien et l'entente qui doit être à la base de toute collectivité ouvrière ; 3. de procurer à ses membres et à leurs familles, des jeux, des récréations et des délassements en commun ³². » Dans la presse, le C.O. se présente comme « une association qui cher-

³² C.O. Sonvilier : Protocole 1904-1908, 8.3.1904.

chera à créer pour tous les ouvriers un centre de ralliement. Distraire et instruire, tel est le mot d'ordre ³³. »

Les fondateurs avaient mis une condition à l'admission des membres : la défense des intérêts de la classe ouvrière. Le règlement excluait du C.O. : « 1. les faux frères à l'organisation ouvrière ; 2. les adversaires du mouvement syndicaliste ; 3. les personnes appartenant à d'autres cercles politiques de la localité, à moins qu'elles n'appartiennent à une organisation ouvrière ³⁴. » L'adhésion était réglementée : « Pourra être reçu membre du cercle, tout candidat présenté par un membre. Son nom sera inscrit au tableau huit jours avant l'assemblée générale mensuelle qui décidera de son admission à la majorité des voix sur le préavis du comité ³⁵. » A partir d'octobre 1907, le candidat devait « signer une formule d'admission ».

Le 31 mars, une assemblée générale acheva la constitution du cercle. Les 35 membres présents élurent un président et le comité et nommèrent les commissions littéraire, politique, économique, de police, de vérification et celle des jeux et fêtes. Un an après sa fondation, le C.O. de Sonvilier comptait 80 membres inscrits. Il déploya une activité régulière : il tenait en moyenne une dizaine d'assemblées mensuelles par année. Il forma plusieurs sous-sections : une chorale, un groupe de théâtre qui monta *L'Araignée* de Walter Biolley, un groupe de couture pour les femmes et les filles des membres, un groupe d'épargne ainsi qu'une mutuelle en cas de maladie et d'accident. Le mot d'ordre « distraire et instruire » fut suivi. La commission des jeux et des fêtes multiplia les soirées familiales, les excursions, les fêtes champêtres et soupes communistes. Ces heures de détente et de récréation permettaient aux ouvriers et à leurs familles de mieux se connaître et de resserrer les liens entre eux. La bibliothèque — les quatre cercles ouvriers en montèrent une — offrait aux ouvriers des ouvrages techniques et scientifiques, des romans populaires, des écrits politiques. Le C.O. était abonné à quelques journaux socialistes et à des revues. Le cercle organisa plusieurs conférences publiques. Il participait chaque année au cortège du 1^{er} Mai à Saint-Imier. A partir de 1909, il décida d'organiser aussi une manifestation à Sonvilier. L'intervention dans la politique communale, la participation à certaines campagnes référendaires, l'organisation des ouvriers non syndiqués, l'achat d'actions ou d'obligations à des

³³ *La Solidarité horlogère*, 7.5.1904.

³⁴ C.O. Sonvilier : Protocole 1904-1909, règlement du 19 mars 1904, article 2.

³⁵ *Ibid.*, article 3.

coopératives de production ou de consommation, voilà d'autres aspects d'une activité multiforme.

La structure et l'action du C.O. de Villeret étaient, dans l'ensemble, analogues à celles du C.O. de Sonvilier. Les deux organisations différaient pourtant sur un point. Le C.O. de Villeret peut être considéré comme une section du parti socialiste. Il n'eut qu'à changer d'étiquette, en décembre 1911, pour que la section socialiste de Villeret fût fondée. A Sonvilier, comme à Moutier et à Saint-Imier, une section socialiste se constitua à côté du cercle ouvrier.

Pour former des militants, on créa des groupes d'études sociales (G.E.S.). Depuis 1903, deux de ces groupes existaient à Saint-Imier : le groupe d'études et d'instruction mutuelles du Cercle ouvrier et le groupe d'études sociales. Le C.O. de Sonvilier créa en octobre 1905 un groupe d'études sociales. En 1906, nous trouvons la trace des G.E.S. de Villeret, Porrentruy et Courtelary, dont nous ignorons les dates de naissance. Les G.E.S. de Moutier et de La Neuveville furent fondés dans le courant de l'année suivante. Le G.E.S. de Tramelan se constitua en automne 1908 dans le but de « former des membres capables de diriger une section » et d'« instruire tous les membres sur les questions ouvrières, tant syndicales que sociales »³⁶.

L'étude des questions politiques et sociales, la discussion des théories économiques, la mise sur pied de conférences constituaient l'essentiel de l'activité de ces groupes. A l'occasion, ils prenaient aussi position lors de votations importantes. Le G.E.S. de Saint-Imier tenait à la disposition de ses membres un certain nombre de brochures. Les G.E.S. se proposaient, à l'instar du G.E.S. de Sonvilier, « d'étudier à fond les principes du socialisme, ce qu'il est, ce qu'il veut et les moyens d'arriver au but, aussi bien dans le domaine politique qu'économique »³⁷. En décembre 1904, le G.E.S. de Saint-Imier annonçait qu'il continuait l'étude sur « l'utilité d'un parti socialiste ». « La grève générale politique et la grève générale économique », « la coopérative de consommation » sont des thèmes qui furent traités par le groupe de Saint-Imier. En 1911, le G.E.S. de Tramelan avait inscrit à son programme l'étude du *Manifeste communiste* de Marx et Engels. L'activité des G.E.S. n'était pas continue. Les séances hebdomadaires avaient lieu de préférence en hiver. Les périodes de travail alternaient avec les phases d'« inactivité prolongée ». Les G.E.S., estimait un correspondant du *Peuple suisse*, constituaient pour le parti socialiste un moyen de faire des ouvriers « des socialistes conscients

³⁶ *Le Peuple suisse*, 7.10.1908.

³⁷ *Ibid.*, 27.9.1906.

de leur situation dans le capitalisme d'aujourd'hui, conscients de leurs droits et de leurs devoirs »³⁸. Les renseignements que nous avons pu obtenir sont trop fragmentaires pour que nous puissions porter un jugement sur l'apport des G.E.S. dans la formation du P.S.J.

5. *Le Parti socialiste du Jura-sud*

Tandis que le P.S.S. progressait sur le plan national — en 1901 il fusionnait avec la Société suisse du Grütli — la Fédération bernoise du Grütli et des sociétés ouvrières adapta ses statuts et prit le nom du Parti socialiste bernois (P.S.B.) à partir du 1^{er} mai 1905. Le parti cantonal se composait des fédérations d'arrondissement et des Unions ouvrières. Le Parti socialiste du Jura-sud (P.S.J.-S.), qui formait la fédération du X^e arrondissement, et l'U.O. de Delémont en faisaient partie.

Le Parti socialiste du X^e arrondissement, fondé en mai 1905 à Saint-Imier, annonça 150 membres au P.S.B. Après un an de gestion, le premier comité directeur décrivait ainsi la situation du parti : « Bon nombre (de camarades) nous ont abandonnés après un beau mouvement d'enthousiasme, croyant probablement qu'en dehors des élections ou votations notre travail était terminé. Jusqu'à ce jour il n'y a guère que les localités de Tramelan, Courtelary, Villeret, Saint-Imier et Sonvilier qui nous ont réellement soutenus dans notre tâche difficile »³⁹. » L'assemblée des délégués, qui se réunissait deux fois par an à Sonceboz, nommait le « Vorort » ou section directrice qui devait choisir en son sein les membres du comité directeur : Sonvilier en 1906, Saint-Imier en 1907 et 1908. Le Parti socialiste du Jura-sud comptait sept sections : Tramelan, fondée en février 1904, Sonvilier, probablement mise sur pied par le C.O. en 1905, Saint-Imier, définitivement constituée le 25 octobre 1906, Courtelary, le C.O. de Villeret, Moutier, créée en 1907, et Reconvilier, qui ne donna plus signe de vie après sa fondation en avril de la même année. La fédération du X^e arrondissement, ainsi que la plupart des sections, disparurent peu après les élections au Conseil national de 1910, emportées, semble-t-il, par la dépression économique qui atteignit son paroxysme en 1909.

Notre panorama des organisations ouvrières sera complet lorsque nous aurons signalé l'existence de Jeunesses socialistes à Porrentruy

³⁸ *Le Peuple suisse*, 19.12.1907.

³⁹ *Ibid.*, 6.9.1906.

en 1904, à Saint-Imier en 1904 et 1907, à Sonvilier en 1908, et que nous aurons mentionné le groupe socialiste allemand de Porrentruy qui comptait, en 1902, une cinquantaine de membres.

Le Parti socialiste du X^e arrondissement a été constitué surtout en vue des élections. Celles-ci présentaient pour les socialistes un double intérêt : elles devaient permettre l'introduction d'éléments ouvriers dans les corps de l'Etat et offraient une occasion de répandre les idées socialistes. Un article, paru dans *La Sentinelle* du 2 septembre 1905, explicitait ce double aspect de la politique électorale socialiste : « L'action politique électorale peut être un bon moyen de propagande qu'il ne faut pas manquer d'employer quand l'occasion se présente. On peut par ce moyen atteindre une partie du prolétariat qui se dérobe à tous les autres. Une campagne électorale est l'occasion de propager les idées socialistes, car se contenter de mener un troupeau d'électeurs aux urnes comme des moutons, faire tonner les personnalités comme l'ont toujours fait les partis bourgeois et même une catégorie de socialistes d'Etat, n'est pas de la besogne précisément socialiste, il faut faire des électeurs conscients. Et cette propagande a aussi pour but de faire entrer des nôtres dans les Conseils législatifs pour protéger notre mouvement économique, faire opposition continuellement au bloc bourgeois avec l'argent de l'Etat, lui arracher des réformes qui doivent augmenter la puissance révolutionnaire du prolétariat. »

Lors des élections au Conseil national de 1902, 1905 et 1908, les socialistes présentèrent des candidats dans les deux arrondissements. Les résultats bruts — 319, 841 et 1486 voix — indiquent une nette progression socialiste dans le X^e arrondissement. Cependant la comparaison est faussée par le fait qu'en 1908 le parti socialiste a fait alliance avec le parti conservateur. Si nous retranchons les 600 voix conservatrices obtenues par Emile Ryser dans les Franches-Montagnes en 1908, nous constatons que le parti socialiste est resté sur les positions acquises avec Jacob Schweizer en 1905. Les résultats du district de Courtelary, où le parti conservateur était pratiquement inexistant, indiquent la même stabilité : 482 suffrages en 1905, 498 en 1908. Les 800 voix recueillies par les socialistes dans le X^e arrondissement en 1908 ne représentaient que le 6 % des électeurs inscrits et à peine 20 % des votants. Dans le XI^e arrondissement, où il n'existait que deux foyers socialistes, les résultats furent encore plus décevants. Les Biennois Gottfried Reimann, en 1902, et Fritz Wysshaar, en 1905, avaient obtenu chacun 800 suffrages, soit 7 % des électeurs inscrits. En 1908, le Delémontain Valentin Schmidlin-Larivière, grutléen et membre du comité central de la Fédération ouvrière suisse, ne recueillit

lit que 340 voix. En regard des 3000 voix des candidats conservateurs et environ 2000 du candidat radical, les voix socialistes ne pesaient pas lourd.

En 1902, 1906 et 1910, les organisations ouvrières ne présentèrent des candidats au Grand Conseil que dans trois circonscriptions sur onze ⁴⁰ : Porrentruy, Delémont et Tavannes. Fait paradoxal, les ouvriers socialistes du district de Courtelary, qui pourtant étaient les mieux organisés et pouvaient compter sur un plus grand nombre d'électeurs, n'ont jamais présenté de candidat. Considéraient-ils les élections cantonales comme mineures par rapport à celles du Conseil national ou jugeaient-ils vain d'engager leurs maigres ressources dans une bataille électorale dont l'issue, vu le rapport des forces, était connue d'avance ? Nous avouons notre ignorance. Si les ouvriers socialistes eurent tout de même trois représentants au Grand Conseil avant 1910, c'est grâce, en grande partie, aux concessions faites par le parti radical dans les circonscriptions où le parti conservateur aurait pu lui disputer des sièges. C'est ainsi que Pierre Nicol de Porrentruy en 1902, Charles Wolf de Delémont en 1905 et Aimé Tièche de Reconvilier en 1906, sont entrés au Parlement cantonal. Bien qu'ils dussent leur élection au parti radical, ils siégèrent dans les rangs de la fraction socialiste.

III. LE PARTI SOCIALISTE JURASSIEN

1. La fondation

L'approche des élections au Conseil national de 1911 réveilla les socialistes du vallon de Saint-Imier. Le 15 octobre, réunis en assemblée à Sonceboz, ils décidèrent de présenter à nouveau la candidature d'Emile Ryser, secrétaire ouvrier à Bienne, en recommandant de « ne voter que pour lui seul ». Le soir du 29 octobre, les socialistes pouvaient se déclarer satisfaits des résultats. Certes, les trois conseillers nationaux radicaux sortants étaient réélus, malgré une régression continue de leurs suffrages depuis une dizaine d'années : de 4000 en 1902, le nombre de leurs électeurs était tombé à 3000.

⁴⁰ Ces onze circonscriptions étaient les suivantes (les quatre grands districts étaient partagés en deux) : La Neuveville, Saint-Imier, Courtelary, Tavannes, Moutier, Delémont, Bassecourt, Laufon, les Franches-Montagnes, Porrentruy et Courtemaître.

Le candidat socialiste avait réuni 1725 suffrages, soit plus qu'en 1908 avec l'appui conservateur. Ce résultat est dû au bond extraordinaire que firent les voix socialistes dans le district de Courtelary, où elles passèrent de 500 à plus de 1300. Péry, La Heutte, Corgémont, Sonvilier et les deux Tramelan donnèrent une majorité socialiste. A Cortébert, Sonceboz et Villeret, le pourcentage des voix socialistes atteignait presque 80 %. Dans l'ensemble du district, les socialistes talonnaient les radicaux : ils avaient recueilli 48 % des suffrages.

Ce succès stimula les socialistes du district de Courtelary. Un groupe socialiste se forma à Corgémont au début novembre, une vingtaine d'ouvriers fondèrent une section à Tramelan le 10, quelques abonnés à *La Sentinelle* firent de même à Sonceboz une semaine plus tard. Le 17 décembre, une centaine de délégués de différents villages se retrouvèrent au Café Fédéral à Sonceboz pour constituer le Parti socialiste du Jura-sud et désigner Corgémont comme section directrice. Trois autres sections virent le jour avant la fin de l'année : Péry-La Heutte, Courtelary et Villeret. Le 15 janvier 1912, la section de Saint-Imier fut fondée lors d'une assemblée où Ernest Nobs, délégué par le comité directeur du P.S.B., et Arthur von Arx, président du P.S.J.-S., prirent la parole. La Neuveville, Cortébert, Sonvilier et Moutier, en janvier également, puis Reconvilier en février et Renan en mars se constituèrent à leur tour. La première assemblée des délégués du P.S.J.-S., réunie le 31 mars, décida de revendiquer le siège de conseiller national laissé vacant par la démission de Virgile Rossel. Le P.S.J.-S. déploya une grande activité durant la campagne électorale. Il organisa des conférences avec des orateurs de premier plan dans une vingtaine de communes. Plusieurs dirigeants du P.S.S. vinrent soutenir la candidature de Ryser dans le Jura : les Romands Jean Sigg, Charles Naine et Paul Graber, les Bernois Robert Grimm et Eugène Münch. L'organisation sur le plan local et la propagande intensive du parti socialiste portèrent leurs fruits : l'élection complémentaire du 14 avril 1912 fut un nouveau succès car non seulement le candidat radical se retrouva en ballottage avec 4000 suffrages contre 3400 à Emile Ryser et 1200 à Xavier Jobin, candidat conservateur, mais surtout le parti socialiste doubla son capital de suffrages. En six mois il gagnait plus de 600 suffrages dans le district de Courtelary et plus de 800 dans celui de Moutier, plus de 200 à La Neuveville et dans les Franches-Montagnes.

Le parti socialiste s'organisa également dans les deux principales villes du Jura-nord. A côté de la société du Grütli, deux sections, l'une allemande, l'autre romande, furent fondées à Delémont sur

l'initiative de l'Union ouvrière. L'assemblée des délégués de l'U.O. du 5 janvier 1912, après une discussion animée, décida en principe de fonder deux sections socialistes. Un mois plus tard, l'assemblée générale ratifiait cette décision et chargeait une commission de préparer les assemblées constitutives des deux groupements. Le 15 février, la première assemblée avait lieu. Tout d'abord le secrétaire du parti cantonal exposa les avantages de l'organisation politique. Ensuite l'assemblée fonda la section allemande, nomma un comité, qui recueillit 34 adhésions. L'assemblée constitutive de la section de langue française se tint le 23 mars. Le Parti ouvrier unifié de Porrentruy, reconstitué en février 1912, forma avec les trois groupes socialistes de Delémont une fédération d'arrondissement : le Parti socialiste du Jura-nord (P.S.J.-N.). Adolphe Mühlhaupt, mécanicien C.F.F. de Delémont, en assumait la première présidence.

2. L'organisation du P.S.J.

L'organisation du parti socialiste dans le Jura s'est faite à l'intérieur du cadre fixé par les statuts du P.S.B. et du P.S.S. Ce fait explique pourquoi, depuis sa fondation jusqu'en 1919, le P.S.J. n'existait pas en tant que tel, mais sous la forme de deux fédérations d'arrondissement séparées, coïncidant avec les circonscriptions électorales fédérales. Différents par leur importance quantitative et l'intensité de leurs activités, le P.S.J.-S. et le P.S.J.-N. étaient semblables par leur structure. L'assemblée des délégués était souveraine. Le P.S.J.-S. réunissait les délégués des sections au minimum deux fois par année, le P.S.J.-N. se contentait d'une seule assemblée. Les sections avaient l'obligation de s'y faire représenter. L'assemblée des délégués examinait et acceptait les rapports de gestion, désignait les sections directrice et vérificatrice des comptes, nommait les deux délégués au comité cantonal, choisissait les candidats au Conseil national, discutait les propositions des sections et votait des résolutions. La section directrice nommait le comité d'arrondissement.

L'introduction de la représentation proportionnelle (R.P.) pour les élections fédérales en 1919 et cantonales en 1922 modifia le découpage des circonscriptions. Le canton forma une circonscription pour les élections au Conseil national, le district en devint une pour les élections au Grand Conseil. Dès lors, les fédérations d'arrondissement perdaient leur raison d'être. Aussi le comité cantonal proposa-t-il aux deux fédérations jurassiennes de fusionner. Les deux comités d'arron-

dissement se rencontrèrent dans le courant de l'été 1919 pour préparer une assemblée des délégués de toutes les sections jurassiennes. Le dimanche 7 septembre, 31 représentants de 15 sections, réunis à Sonceboz sous la présidence d'Ernest Vuille, député de Tramelan, acceptaient à l'unanimité la fusion des deux fédérations d'arrondissement. Le Parti socialiste jurassien était définitivement constitué. Les principaux organes de la nouvelle organisation étaient l'assemblée des délégués, un comité directeur restreint nommé par la section directrice et un comité élargi composé des 5 membres du comité directeur et des présidents de section. En 1922, les statuts du P.S.B. rendirent obligatoire la constitution de fédérations de district, dont la tâche principale consistait à établir la liste des candidats et organiser la propagande lors des élections au Grand Conseil. De 1921 à 1925, le P.S.J. eut un secrétaire permanent. Charles Rosselet, plus tard conseiller national et membre permanent du gouvernement genevois, occupa cette fonction en 1921, Marc Monnier, député de Bienne, lui succéda dès 1922.

La section, « invention socialiste », était l'élément de base du P.S.J. Jusqu'en 1915, les statuts du P.S.S. admirent la coexistence de plusieurs organisations socialistes sur le plan local. Delémont en comptait trois en 1912 : la société du Grütli et deux sections socialistes. Les nouveaux statuts ne reconnaissaient plusieurs sections que dans les communes où l'on parlait plus d'une langue nationale. Des sections allemandes se créèrent à Moutier, Tavannes et Saint-Imier à la fin de la guerre. A Bienne et à Madretsch, les socialistes se partageaient en deux sections selon la langue. Au 31 décembre 1921, on pouvait répartir les sections du P.S.J. dans quatre groupes d'après leurs dimensions : Saint-Imier, Villeret, Delémont et Bienne romande, avec plus d'une centaine de membres, formaient le premier groupe ; le deuxième comprenait les sections de moyenne importance, entre 60 et 80 membres : Péry, Sonvilier, Reconvilier, Courrendlin et Porrentruy ; treize sections, Bévillard, Corgémont, Cortébert, Courtelary, Fontenais, Grelingue, Madretsch romande, Moutier, La Neuveville, Renan, Sonceboz, Tavannes et Tramelan, comptaient 20 à 40 adhérents ; quatre, Cormoret, Courroux, Court et Malleray, n'atteignaient pas les 20 membres. La participation à la vie politique communale accaparait l'essentiel des forces des sections. Les socialistes soumettaient des propositions aux assemblées municipales, prenaient position lors des élections d'instituteurs, cherchaient avant tout à faire entrer des représentants au sein des autorités locales. Ils réussirent, parfois avec l'appui des conservateurs, à imposer le système de la représentation proportionnelle dans une quinzaine de communes importantes.

3. Les moyens de propagande et les organisations annexes

Une fois organisé, un parti s'efforce d'élargir son audience. Il se préoccupe du recrutement de nouveaux adhérents. Dans ce but, le P.S.J. chercha à diffuser les idées socialistes, essaya de convaincre les travailleurs jurassiens qu'il était le seul véritable défenseur des intérêts de la classe ouvrière par la parole et par l'écrit. Sans vouloir minimiser l'influence des tracts, des affiches et des brochures, nous pouvons affirmer que les journaux constituent le fer de lance de la propagande écrite. Une des questions, qui furent le plus souvent à l'ordre du jour aussi bien des assemblées de sections que des congrès jurassiens, est celle de *La Sentinelle*. Si ce journal a pu devenir quotidien en 1913 et atteindre un tirage de plus de 8000 exemplaires en 1920, c'est, en partie, grâce à l'appui des socialistes jurassiens, qui lui fournirent des abonnés et le soutinrent financièrement par des dons et des souscriptions. En 1921, la Société d'édition et de propagande socialiste qui éditait *La Sentinelle* remit l'administration du journal aux partis socialistes jurassien et neuchâtelais.

La propagande orale occupait une place aussi importante que la propagande écrite dans la diffusion des idées socialistes. Les contacts personnels, que nous serions tentés d'oublier, car ils ne laissent pas de traces pour l'historien, en constituent peut-être l'élément le plus important. « La forme élémentaire, mais essentielle, de cette propagande orale, est la discussion du militant, à l'atelier, au cabaret », affirme Claude Willard⁴¹. Les conférences publiques et contradictoires, que l'approche d'élections ou de votations importantes multipliait, permettaient aux socialistes jurassiens d'inviter quelques-uns des meilleurs tribuns du P.S.S. On faisait surtout appel à des orateurs biennois et chaux-de-fonniers : les journalistes Charles Naine, Paul-Emile Graber et Jules Humbert-Droz, les deux conseillers nationaux jurassiens : Emile Ryser et Achille Grospierre, le professeur Henri Perret, pour ne citer que ceux qui venaient le plus fréquemment.

Outre les conférences de propagande, qui visaient en premier lieu à convaincre les citoyens avant une élection ou une votation, les sections socialistes organisaient des « causeries instructives », qui devaient contribuer à l'éducation socialiste des auditeurs par l'apport de connaissances historiques et théoriques. Le souci de former des militants conduisit plus d'une section à mettre sur pied un groupe d'études sociales. Une autre organisation poursuivait un but ana-

⁴¹ Willard, Claude : *Le mouvement socialiste en France 1893-1905, Les guesdistes*. Paris, 1965, p. 136.

logue : la Jeunesse socialiste. Plusieurs sections de Jeunesse socialiste exercèrent une activité entre 1915 et 1920. Ce mouvement connut sa plus grande extension dans le Jura au cours du premier semestre 1917. Lors du premier congrès romand de la Jeunesse socialiste, le 13 juin 1915, seule la section de Saint-Imier existait. La plupart des sections furent constituées en 1916 et 1917. Celles de Sonvilier et de Villeret furent créées en mars 1916 ; celles de Renan, Tavannes, Reconvilier, Cormoret, Courtelary et Bienne romande dans le courant de l'été. Le mouvement gagna le nord du Jura l'année suivante : la section de Delémont fut fondée en mars, celle de Moutier en avril et celle de Porrentruy en juin 1917. En septembre, Saint-Imier créait une section féminine. Sonvilier l'imitait en février 1918. Tramelan se manifesta en 1919. La section de Courrendlin fut fondée en janvier 1920. La Jeunesse socialiste, selon l'organe romand *La Voix des Jeunes*, cherchait à réaliser « l'éducation intégrale de la jeunesse prolétarienne ». Lorsqu'une section de Jeunesse socialiste était en activité, les causeries et les séances d'étude étaient fréquentes et assez bien suivies. Un des principaux animateurs de la Jeunesse socialiste en Suisse romande pendant la Première Guerre mondiale, l'ex-pasteur chaud-de-fonnier Jules Humbert-Droz, joua également un rôle en vue dans le mouvement socialiste-chrétien, qui comptait deux sections dans le Jura : Sonvilier et Saint-Imier. Les socialistes-chrétiens — à ne pas confondre avec les chrétiens-sociaux catholiques ou protestants — étaient des chrétiens pour lesquels il n'existait, entre socialisme et christianisme, « aucune opposition essentielle ou qui subsiste après un examen quelque peu attentif »⁴². Les socialistes chrétiens se recrutaient presque exclusivement dans les milieux protestants. Ils cherchaient à « secouer l'Eglise » et à « lui rappeler sa tâche sociale qu'elle a méconnue et qu'elle continue de méconnaître »⁴³.

4. Les dimensions du P.S.J.

L'introduction du système des timbres au P.S.S. et de la représentation proportionnelle pour les élections fédérales et cantonales permit la publication de statistiques valables concernant les membres et les électeurs du parti. Ces statistiques rendent possible le calcul des dimensions du P.S.J. Trois instruments de mesure sont à notre

⁴² Humbert-Droz, Jules : *Le Christianisme et le Socialisme. Leurs oppositions et leurs rapports*. Thèse de licence Neuchâtel. La Chaux-de-Fonds, 1914, p. 157.

⁴³ *Voies nouvelles*. Organe de la Fédération romande des socialistes-chrétiens (1, 1919).

disposition : les adhérents, les électeurs, les sièges parlementaires. Les adhérents nous serviront à mesurer l'importance quantitative du P.S.J. à l'intérieur du P.S.B. et du P.S.S. Les électeurs nous permettront de comparer le P.S.J. aux autres partis jurassiens. La comparaison entre le nombre des sièges parlementaires et la force électorale du parti avant la R.P. fera ressortir le décalage entre le régime multipartiste que connaissait le Jura de 1918 et un système électoral conçu au temps où la division entre libéraux et conservateurs dominait la vie politique.

Le rapport de gestion du P.S.B. pour l'année 1930 nous fournit une statistique des estampilles vendues aux sections depuis 1911. Un membre devait, pour s'acquitter de la cotisation, acheter 12 timbres par année. Il est aisé de calculer le nombre théorique des membres cotisants. Si le versement régulier de cotisation engage plus qu'une simple signature d'adhésion, il ne garantit pas pour autant la participation active à la vie de la section. Le membre cotisant est en quelque sorte un moyen terme entre le membre inscrit et le militant.

La représentation graphique de l'évolution des effectifs fait apparaître deux phases dans le développement du P.S.J. au cours de ses dix premières années d'existence⁴⁴. En 1912, le nombre des cotisants s'élevait à 700. Il dégringola à 260 en 1915, puis remonta pour atteindre un maximum de 860 en 1921. Le début de la guerre sépare la première phase, caractérisée par un recul, puis une chute spectaculaire des membres cotisants, de la deuxième, marquée par une assez forte augmentation de ceux-ci dans les dernières années de la guerre. La crise, qui frappa l'industrie jurassienne, explique l'effondrement des effectifs dans les premiers mois de la Grande Guerre. Alors que sévissait le chômage et que les salaires diminuaient, les prix ne cessaient pas de monter. Les ouvriers étaient contraints de supprimer du budget familial les dépenses qui ne représentaient pas un caractère de première nécessité. Le début de la seconde phase coïncide assez exactement avec la reprise des affaires. Dès 1916, la courbe se relève. Jusqu'en 1921, l'accroissement annuel moyen des effectifs atteignit 100 unités. Une nouvelle phase décroissante commence avec la crise de 1921-1922.

Le nombre des sections suivit une évolution parallèle. Le P.S.J. comptait une vingtaine de groupes locaux en 1912, une dizaine en 1915, plus de vingt en 1922. La mobilisation perturba la vie des sections. Certaines furent désorganisées, d'autres, les plus faibles, disparurent. Les sections cessèrent brusquement toute activité à la fin

⁴⁴ Voir annexe I.

du mois de juillet 1914. Excepté Delémont, Saint-Imier, Sonvilier et Villeret, elles ne redonnèrent signe de vie qu'à partir du mois de janvier suivant. Une dizaine de sections, parmi lesquelles Corgémont, Sonceboz, Bévillard, Reconvilier et Fontenais, réapparurent seulement une ou plusieurs années après. Dans les sections qui réussirent à se maintenir, la fréquence des assemblées était moins soutenue qu'en temps ordinaire. La section de Villeret, d'après les procès-verbaux et *La Sentinelle*, tint une dizaine d'assemblées le premier semestre de 1914 contre seulement deux le second semestre puis, en moyenne, 4 par semestre en 1915 et 1916 et plus de 6 à partir de 1917. Porrentruy ne paya pas de cotisations à la caisse cantonale pour 1915 et 1916.

La statistique du P.S.B. divise le canton en cinq régions : Mittelland, Oberaargau, Oberland, Seeland et Jura. En 1912 comme en 1922, le Mittelland réunissait la moitié des effectifs du parti cantonal, l'Oberaargau et le Seeland environ les 15 %. L'Oberland, qui représentait le 7 % en 1912, montait à 15 % dix ans plus tard. En revanche, l'importance du P.S.J. diminuait de moitié dans le même laps de temps : de 13 %, elle tombait à 6,5 %. En 1922, sur les 9187 membres cotisants du P.S.B., le P.S.J. en comptait seulement 689. La part du P.S.J. était si minime que, même en la retranchant des effectifs du P.S.B., celui-ci demeurerait le plus fort parti cantonal du P.S.S. En 1922, on pouvait classer les partis socialistes cantonaux en quatre catégories. Les deux « grands », Berne et Zurich, qui à eux seuls totalisaient plus de la moitié des 40 000 adhérents du P.S.S., formaient la première catégorie. La deuxième était composée de quatre partis d'environ 2000 membres chacun : Argovie, Neuchâtel, Saint-Gall et Soleure. La troisième, les partis de plus d'un millier d'adhérents, aurait compris le Jura au côté de 5 autres partis, parmi lesquels Vaud. Les partis genevois (800 membres), fribourgeois (325) et valaisan (170) faisaient partie de la quatrième catégorie.

Avant la R.P., nous n'avons pas de données satisfaisantes pour mesurer la force électorale du parti socialiste dans l'ensemble du Jura. Dans le Jura-sud, les élections de 1914 et 1917 furent caractérisées par l'alliance socialo-conservatrice. Celle-ci réussit à faire élire Emile Ryser en 1914, puis, en 1917, à éliminer les radicaux de la représentation de l'arrondissement au profit d'un conservateur, Xavier Jobin, et de deux socialistes, Emile Ryser et Achille GrosPierre. C'était au tour des radicaux de subir les inconvénients d'un système qu'ils avaient voulu maintenir. En 1917, Heymann, candidat dans le Jura-nord, recueillit 2400 voix contre 2500 aux radicaux et plus de 4000 aux conservateurs. Les conditions du scrutin ne nous permettent pas

d'affirmer que toutes les voix de Georges Heymann venaient d'électeurs socialistes.

Les premières élections à la R.P. nous offrent un tableau plus juste de la répartition des forces politiques dans le Jura. En automne 1919, 22 000 électeurs sur près de 30 000 se rendirent aux urnes, soit le 74 %. Ils répartirent ainsi leurs suffrages :

Parti libéral populaire jurassien	39 %
Parti démocratique catholique	33 %
Parti socialiste	23 %
Divers	5 %

Le Jura n'allait pas connaître bien longtemps le tripartisme, puisque les élections de 1922 furent caractérisées par l'entrée en force du Parti des paysans, artisans et bourgeois (P.A.B.) sur la scène politique jurassienne au détriment du Parti radical. Le Parti conservateur, avec un gain minime de suffrages par rapport à 1919, devenait la première formation politique du Jura. Les chiffres ci-dessous montrent un léger tassement de l'électorat socialiste :

Parti démocratique catholique	34 %
Parti libéral populaire jurassien	29 %
Parti socialiste	22 %
Parti des paysans, artisans et bourgeois	14 %
Divers	1 %

Entre les deux scrutins, le P.S.J. avait perdu plus de 500 électeurs. Il maintenait cependant à peu près ses positions, car la participation était descendue à 69 %. Il avait recueilli également 22 % des suffrages lors des élections au Grand Conseil du printemps 1922. Pour les autres partis, la ventilation des suffrages était assez différente. Malgré les 16 % du P.A.B., le parti radical venait en tête avec 34 % contre seulement 27 % aux conservateurs. L'électorat socialiste paraissait plus stable, moins soumis aux influences locales que celui des partis bourgeois.

Le taux d'adhésion du P.S.J., c'est-à-dire le rapport entre le nombre de ses adhérents et celui de ses électeurs, était 21 % en 1919 et 23 % en 1922. Il était inférieur à celui du P.S.B. pour les dates correspondantes : 32 % et 31 %. Il variait selon les districts. En 1922, il atteignait 30 % dans le district de Courtelary et 25 % dans celui de Moutier, à peine 20 % dans le district de Delémont et seulement 16 % en Ajoie. Le P.S.J. était mieux implanté dans les

districts du sud que dans ceux du nord. La localisation de sections et la géographie électorale du P.S.J. confirment ce caractère, que l'étude de sa genèse avait laissé pressentir.

5. L'implantation du P.S.J.

La Sentinelle nous donne la situation du parti socialiste dans le Jura-sud au mois de mars 1912 : « Sauf la Ferrière et les quatre villages du fond de la Baroche, chaque localité du district de Courtelary possède aujourd'hui sa section socialiste et toutes, maintenant, sont en parfaite communion d'idées. De là le mouvement se transporta dans le district de Moutier, et il n'est pas jusqu'à la perle des bords du lac de Bienne, la vieille et aristocratique Neuveville, forteresse du parti radical, qui ne soit pas minée par le ferment socialiste. Ainsi s'accomplit en silence, l'œuvre de régénérescence et d'action ⁴⁵. » Dans l'autre arrondissement électoral, seuls Delémont et Porrentruy avaient vu se former des sections socialistes. A la fin de l'année, on dénombrait 10 sections dans le district de Courtelary, 3 dans celui de Moutier, 3 à Delémont et une à Porrentruy et à La Neuveville. Dix ans après, les 27 sections, les 1139 membres inscrits et les quelque 4300 électeurs du P.S.J. se répartissaient de la manière suivante :

Courtelary	12 sections	537 membres	1760 électeurs
Moutier	7 »	241 »	970 »
Delémont	2 »	124 »	650 »
Porrentruy	2 »	92 »	570 »
Laufon	1 »	20 »	180 »
La Neuveville	1 »	10 »	110 »
Franches-Montagnes	0 »	0 »	80 »
Bienne	2 »	115 »	? »

Ces chiffres montrent que l'implantation électorale du parti coïncidait avec son degré d'organisation. En revanche, la représentation des socialistes au Grand Conseil avant la R.P. ne correspondait pas à sa force électorale. Nous ne parlons pas des élections de 1914, où le parti socialiste n'eut qu'un seul élu, Jules-Arthur Béguelin, maire de Tramelan-dessous, alors qu'il présentait 7 candidats dans 5 cercles. Les élections de 1918, grâce aux conciliations favorisées par la guerre, envoyèrent 6 députés socialistes au Grand

⁴⁵ *La Sentinelle*, 27.3.1912.

Conseil ⁴⁶. Les districts de Courtelary, Moutier et Porrentruy en élurent chacun deux sur des listes d'entente. L'Ajoie comptait ainsi autant de représentants socialistes que les districts dans lesquels le parti était pourtant mieux organisé et plus solidement implanté. Sous-représenté dans le vallon de Saint-Imier et dans les districts de Moutier et Delémont, le parti socialiste était sur-représenté en territoire ajoulot. L'introduction de la R.P. établit la concordance entre l'implantation locale du parti et la représentation au parlement cantonal. Le P.S.J. gagna un siège aux élections de 1922 ; Courtelary et Moutier eurent chacun trois élus, Delémont un. Les socialistes ajoulots n'atteignirent pas le quorum.

Un publiciste romand, dans un essai sur le Jura bernois paru en 1930 ⁴⁷, constate « que les socialistes n'ont pas surgi, ou presque pas, là où ils auraient pu jouer vraiment le rôle toujours fructueux d'arbitre, profiter largement en tout cas des dissensions bourgeoises. Mais c'est là aussi que l'agriculture fait vivre essentiellement le pays et que l'industrie, génératrice du socialisme, elle est l'apanage de l'Erguel, des vallées de Tavannes, de Tramelan, des régions protestantes surtout. » Peut-on affirmer, comme le même auteur le fait en parlant du Jura-nord, que le socialisme s'est implanté dans le Jura « à l'aune exacte du progrès industriel » ? L'évidence d'un lien entre l'implantation électorale du parti et la géographie industrielle est incontestable, lorsqu'on rapproche la carte représentant l'électorat socialiste en 1922 de celle exprimant l'importance du secteur industriel en 1920 ⁴⁸. Nous constatons, en 1912 comme en 1922, que toutes les sections sont implantées dans des communes industrielles de plus de 700 habitants. L'industrialisation semble être la condition nécessaire à l'implantation du parti socialiste. Elle n'est toutefois pas suffisante, puisqu'un certain nombre de communes industrielles n'ont pas vu se créer de sections socialistes entre 1912 et 1922. On peut répartir ces communes en deux catégories selon qu'elles ont moins ou plus de 700 habitants. L'exiguïté des communes de la première catégorie ⁴⁹ pourrait expliquer l'absence de section socialiste. Dans les agglomérations de petite dimension, la pression du milieu au profit des mentalités et des attitudes politiques traditionnelles est

⁴⁶ Voir annexe II.

⁴⁷ Mahert, Rodo : *Marches du Nord* (le Jura bernois). Lausanne, 1930, pp. 38-39.

⁴⁸ Voir annexes III-IV.

⁴⁹ La Heutte, Vauffelin, Les Genevez, Loveresse, Pontenet, Sorvilier, Vellerat, Rebeuvelier, Wahlen, Pleujouse.

plus fortement ressentie que dans les localités où la concentration d'un certain nombre d'ouvriers facilite la création d'un sentiment de solidarité. En tout cas, l'urbanisation semble favoriser le développement du parti socialiste : dans les 10 communes de plus de 2000 habitants qui regroupaient le 36 % de la population du Jura, le P.S.J. comptait le 54 % de ses électeurs. Un point commun lie toutes les communes de la seconde catégorie⁵⁰ : elles sont toutes catholiques. On pourrait attribuer cette réticence des communes catholiques du Jura envers le socialisme à la condamnation de celui-ci par l'Eglise, condamnation renouvelée par les évêques suisses à l'occasion du Jeûne fédéral de 1920. Le fait que les catholiques des Franches-Montagnes aient voté massivement à plusieurs reprises pour des candidats socialistes nous suggère une autre explication. Ce n'est pas tant la position de l'Eglise catholique que l'existence d'un parti politique prétendant la défendre et soutenu plus ou moins ouvertement par le clergé, qui constituait un obstacle au développement du P.S.J. dans la partie catholique de l'ancien Evêché de Bâle. Des facteurs secondaires, géographiques, économiques, politiques ou religieux, ont favorisé ou empêché l'implantation du parti socialiste dans les communes industrielles.

De la coïncidence entre la géographie industrielle et l'implantation du P.S.J., nous pouvons déduire que le parti, qui se présentait comme le défenseur de la classe ouvrière, attirait à lui surtout les suffrages des ouvriers et recrutait ses membres essentiellement parmi eux. Remarquons cependant que les quelque 4800 électeurs qui accordèrent leurs suffrages à la liste socialiste aux élections fédérales de 1919 ne représentaient que le quart des ouvriers et employés jouissant du droit de vote. Le P.S.J. était loin de rallier, non seulement la majorité des travailleurs, mais aussi l'ensemble des ouvriers syndiqués : en décembre 1920, le P.S.J. comptait 1200 inscrits, alors que les syndicats déclaraient 8300 adhérents. Dans l'hypothèse la plus favorable, un syndiqué sur sept était affilié au P.S.J. La plupart des membres du P.S.J. étaient, selon toute probabilité, syndiqués. D'ailleurs certaines sections, à l'instar du P.S.S., prônaient l'engagement syndical. Le P.S.S. demandait que chaque membre du parti appartienne à un syndicat, non seulement à cause de l'interdépendance des deux organisations, mais aussi pour « que les camarades de métier qui pensent socialistement, fassent comprendre à chaque

⁵⁰ Les Breuleux, Le Noirmont, Bassecourt, Courtételle, Laufon, Liesberg, Zwingen, Alle, Bonfol, Cornol, Courtedoux, Saint-Ursanne.

syndiqué qu'il est du devoir de tout ouvrier, conscient des obligations que lui impose sa classe, d'être politiquement organisé »⁵¹. En faisant partie de l'U.O. locale, la section de Delémont suivait les recommandations du P.S.S. Cette collaboration avec les syndicats locaux a peut-être joué un rôle dans le développement de la section. D'autre part, le cercle ouvrier peut être considéré comme l'antichambre du parti socialiste. A travers la mise à disposition d'un lieu de rencontre, de détente et de discussion, on visait à encadrer les ouvriers et, dans la mesure du possible, à leur donner une formation socialiste. A Villeret, Sonvilier et Renan, le parti et le C.O. ne faisaient qu'un. Les sections de Moutier, Malleray et Tramelan fondèrent à leur tour un cercle. Les C.O. de Sonvilier, Saint-Imier, Villeret et Tramelan achetèrent chacun un immeuble qu'ils aménagèrent en « Maison du peuple ».

6. *La composition sociale*

Nous avons pu estimer approximativement l'implantation du parti dans les milieux ouvriers et syndicaux. En revanche nous ne possédons que des données partielles concernant la composition sociale du P.S.J. Cependant nous pouvons affirmer, sans trop nous avancer, que les ouvriers horlogers formaient la base de la plupart des sections du vallon de Saint-Imier et de la vallée de Tavannes. Delémont est la seule section pour laquelle nous possédons des données précises. Cette section reposait sur une catégorie bien déterminée de travailleurs : les deux tiers de ses membres étaient des cheminots. En 1923, sur 97 cotisants, elle comptait 64 ouvriers et employés des C.F.F., 12 ouvriers horlogers et métallurgistes, 10 ouvriers et artisans, 4 fonctionnaires, 2 enseignants, un pasteur, un aubergiste, un secrétaire ouvrier, un voyageur de commerce et une ménagère. Cette forte proportion de cheminots se retrouvait dans les comités de la section, presque toujours présidée par l'un d'eux. Elle était due à l'importance de la gare de Delémont, qui à cette époque employait près de 400 personnes, dont la plupart venaient de la Suisse allemande. Par conséquent la section de Delémont était à majorité de langue allemande. Le P.S.J. ne recrutait donc pas ses adhérents uniquement dans le secteur secondaire, mais également dans le tertiaire. Les personnes actives dans le tertiaire formaient avec les ouvriers horlogers la

⁵¹ Résolution concernant les rapports entre le parti et les syndicats adoptée par le congrès du P.S.S. en 1910. Grimm, R. : *Op. cit.*, p. 32.

base de la section de Porrentruy, pour autant que la composition des comités et des listes électorales reflétât celle de la base.

Nous n'avons pu recueillir que quelques données fragmentaires en ce qui concerne la profession des membres des organes directeurs du P.S.J. En revanche, nous connaissons, à deux exceptions près, la profession des 59 candidats socialistes au Grand Conseil entre 1912 et 1922. Les vingt ouvriers horlogers et métallurgistes représentaient le tiers, le reste se divisait en 11 ouvriers et employés C.F.F., 11 indépendants (fabricants, aubergistes, représentants, artisans), 7 secrétaires ouvriers, 4 ouvriers, 2 enseignants, 1 commissaire de police et 3 non-identifiés. Les ouvriers et les cheminots, qui pourtant constituaient la grande masse des effectifs du parti et formaient encore la majorité des candidats, n'eurent que 3 députés sur 16. Huit députés exerçaient une profession indépendante, 4 remplissaient les fonctions de secrétaire syndical. Le fait que les secrétaires syndicaux et la plupart des députés de profession indépendante étaient eux-mêmes d'anciens ouvriers ne garantit nullement que les mandataires du P.S.J. conservaient une mentalité ouvrière : « Certains cadres, une fois assuré leur sort matériel, tendent à oublier leurs origines⁵². » Claude Willard attribue les raisons pour lesquelles l'ouvrier est défavorisé comme dirigeant au manque de temps libre et de maturité intellectuelle du travailleur manuel ainsi qu'à la répression patronale. La « guillotine sèche » ne frappait pas seulement les syndicalistes. En 1912, le président du P.S.J.-S. perdit sa place. Le premier président de la section de Saint-Imier, Jules Vuille, fut contraint par ses patrons à trouver un autre emploi. Aussi le comité de la section lui chercha-t-il un successeur, « qui si possible devait être indépendant de certains fabricants ». Il le trouva en la personne de Henri Mathey-Doret, représentant, lequel fut élu député en décembre 1912. En mai 1913, la section de Villeret s'éleva contre les agissements de certains industriels, qui renvoyaient leurs ouvriers à cause de leurs convictions politiques. *La Sentinelle* du 7 décembre 1916 dénonçait l'« esclavage politique » auquel était soumis l'ouvrier jurassien : celui-ci, écrivait-elle, « est dans sa grande majorité encore trop indifférent pour tout ce qui touche son amélioration sociale. Aujourd'hui encore, plus que partout ailleurs, il est l'esclave de son maître, lui qui invoque la liberté chaque fois qu'il s'agit des autres. Il n'ignore pas qu'il subira la guillotine sèche le jour même où il se permettra d'avoir et d'exprimer une opinion politique différente de celui qui l'exploite. Il subit un esclavage moral révoltant. (...) On peut le dire sans crainte d'être

⁵² Willard, C. : *Op. cit.*, p. 344.

contredit, le Jura bernois est resté le pays où le patron exerce d'une manière générale le plus de contrôle sur l'opinion politique de ses ouvriers. »

Nous terminons sur une remarque qui situe l'orientation du P.S.J. à ses débuts. Le P.S.J. ne formait pas une organisation au statut équivalant à celui d'un parti cantonal. Il doit son existence à la situation particulière du Jura bernois. Les sections socialistes jurassiennes ont fondé le P.S.J. en 1919 surtout dans le but de coordonner les activités des sections et de diffuser les idées socialistes dans une région différente par la langue et la culture du reste du canton. Le P.S.J. a une existence de fait, mais non de droit : il n'est pas reconnu par les statuts du P.S.B. Les décisions de ses congrès n'engagent pas le parti cantonal ; elles peuvent tout au plus avoir une valeur de recommandations. L'attitude des six députés socialistes jurassiens élus en 1918 symbolise le comportement du P.S.J. à ses débuts. Ceux-là ne formaient pas un groupe parlementaire. Ils se conduisaient en membres disciplinés de la fraction socialiste du Grand Conseil, intervenant rarement — trois interpellations et une motion en quatre ans — à la tribune. L'action du P.S.J. s'inscrivait sans tapage dans la ligne du P.S.S. et du P.S.B. : le socialisme démocratique.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

Notre mémoire est la première étude consacrée au Parti socialiste jurassien. L'histoire contemporaine du Jura bernois et celle du Parti socialiste suisse restent très mal connues. Notre travail repose donc en grande partie sur les sources manuscrites et imprimées que nous avons pu découvrir et utiliser. Nos recherches bibliographiques ne nous ont cependant pas permis de réunir autant de documents que nous l'espérions : le P.S.B., le P.S.J. et la plupart des sections ont égaré ou détruit leurs archives les plus anciennes. Le P.S.J. ne possède pas d'archives antérieures à 1934. Aussi nous sommes-nous rabattu sur l'organe du parti *La Sentinelle*, qui, de source d'appoint qu'elle aurait dû être, est devenue par la force des choses notre source principale. Nous avons néanmoins trouvé des sources manuscrites. Nos démarches auprès de 22 sections, des archives du P.S.S. et des secrétariats central et régionaux de la F.O.M.H. ont donné quelques résultats. Nous avons pu consulter les procès-verbaux des Unions ouvrières de Saint-Imier, Tramelan et Delémont et des sections de Court, Villeret, Sonvilier, Delémont, Moutier et Fontenais. Les sources imprimées sont plus abondantes. Nous pouvons les diviser en trois catégories : les documents publiés par les organisations socialistes, les journaux et périodiques, les sources officielles et statistiques. Nous avons surtout utilisé les rapports annuels de la Société suisse du Grütli et les rapports de gestion du P.S.S. et du P.S.B. En plus de *La Sentinelle*, nous avons consulté *Le Socialiste* et la *Berner Tagwacht* ainsi que plusieurs journaux grutléens, syndicaux et jurassiens. Les résultats des recensements fédéraux, la statistique électorale et celle des fabriques nous ont fourni des données quantitatives. Quant aux travaux qui nous ont été le plus utiles, ils sont cités en notes.

ANNEXE I

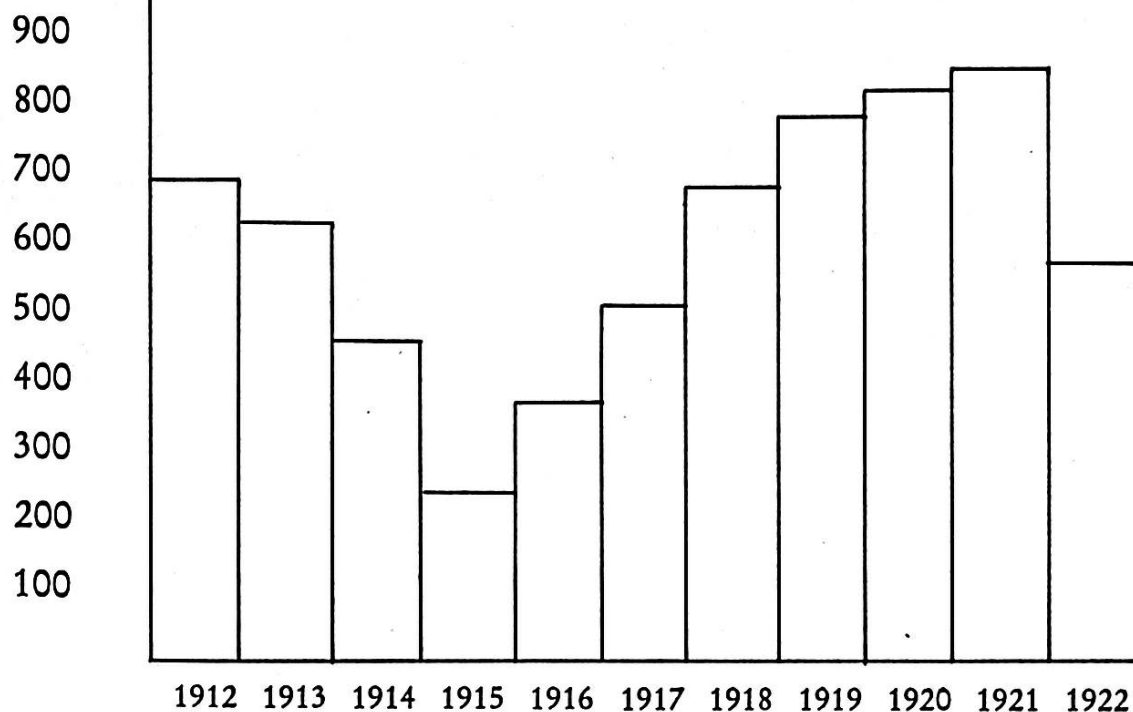
PARTI SOCIALISTE JURASSIEN EN 1912-1922

ÉVOLUTION DU NOMBRE DES SECTIONS

Année	Sections inscrites	Sections cotisantes
1912	?	18
1913	20	16
1914	21	17
1915	18	9
1916	16	11
1917	14	17
1918	?	20
1919 ¹	23	24
1920 ¹	26	26
1921 ¹	26	27
1922 ¹	27	23

Membres
cotisants

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS



¹) Y compris Bienne et Madretsch romandes.

ANNEXE II

A. CONSEILLERS NATIONAUX JURASSIENS DE 1848 A 1919

Jura

1848-1851 : 3 radicaux
1851-1854 : 4 conservateurs
1854-1872 : 4 radicaux
1872-1878 : 5 radicaux
1878-1881 : 3 radicaux, 2 conservateurs
1881-1890 : 5 radicaux

Jura-sud

1890-1914 : 3 radicaux
1914-1917 : 2 radicaux, 1 socialiste
1917-1919 : 2 socialistes, 1 conservateur

Jura-nord

1890-1896 : 1 conservateur, 1 radical
1896-1899 : 2 conservateurs
1899-1902 : 1 conservateur, 1 radical
1902-1919 : 2 conservateurs, 1 radical

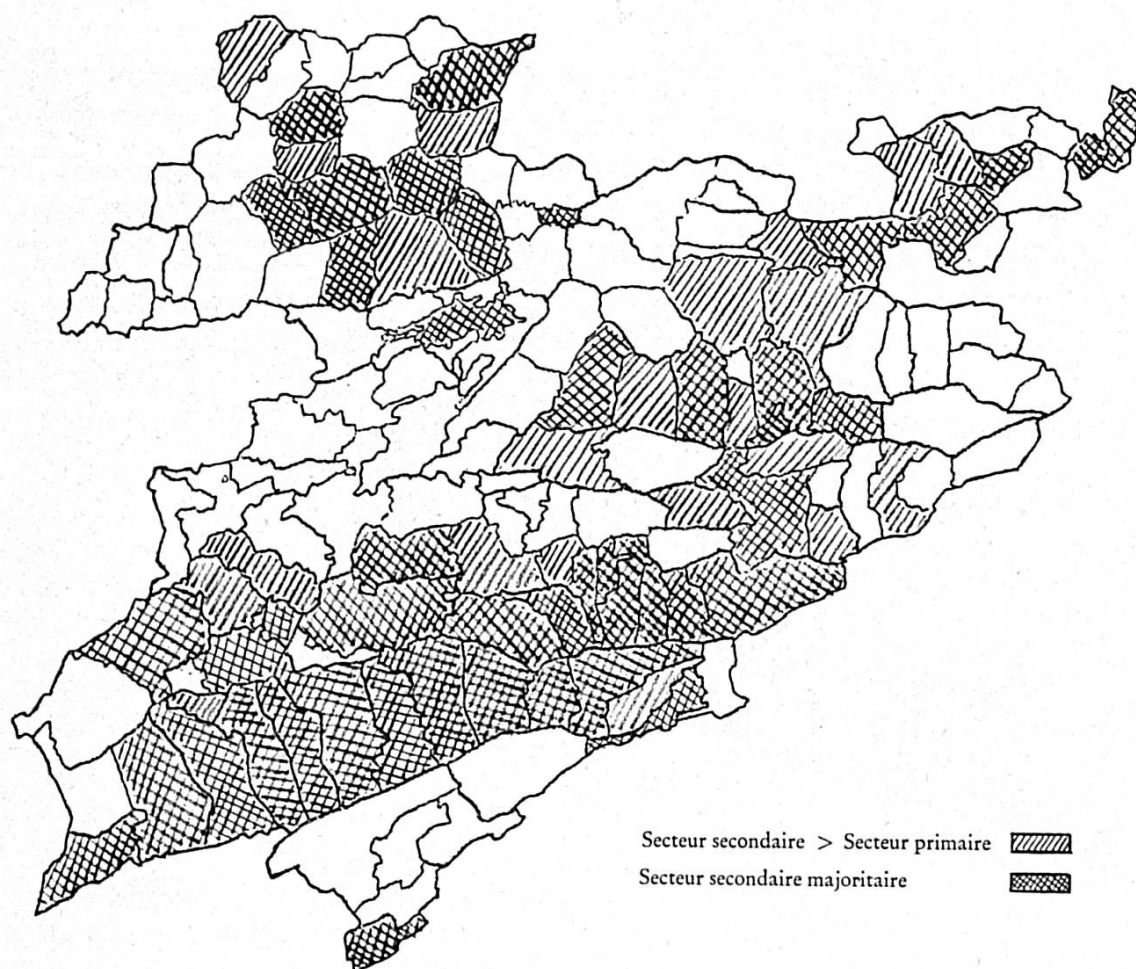
Source : Gruner, E. : *L'Assemblée fédérale suisse 1848-1920*.

B. DÉPUTÉS JURASSIENS AU GRAND CONSEIL DE 1890 A 1922

Année	Radicaux	Conservateurs	Socialistes	J.-Rad.	Total
1890	29	20			49
1894	25	15			40
1898	28	12			40
1902	31	12	1		44
1906	29	13	2		44
1910	31	12	1		44
1914	24	14	1		39
1918	18	13	6	2	39

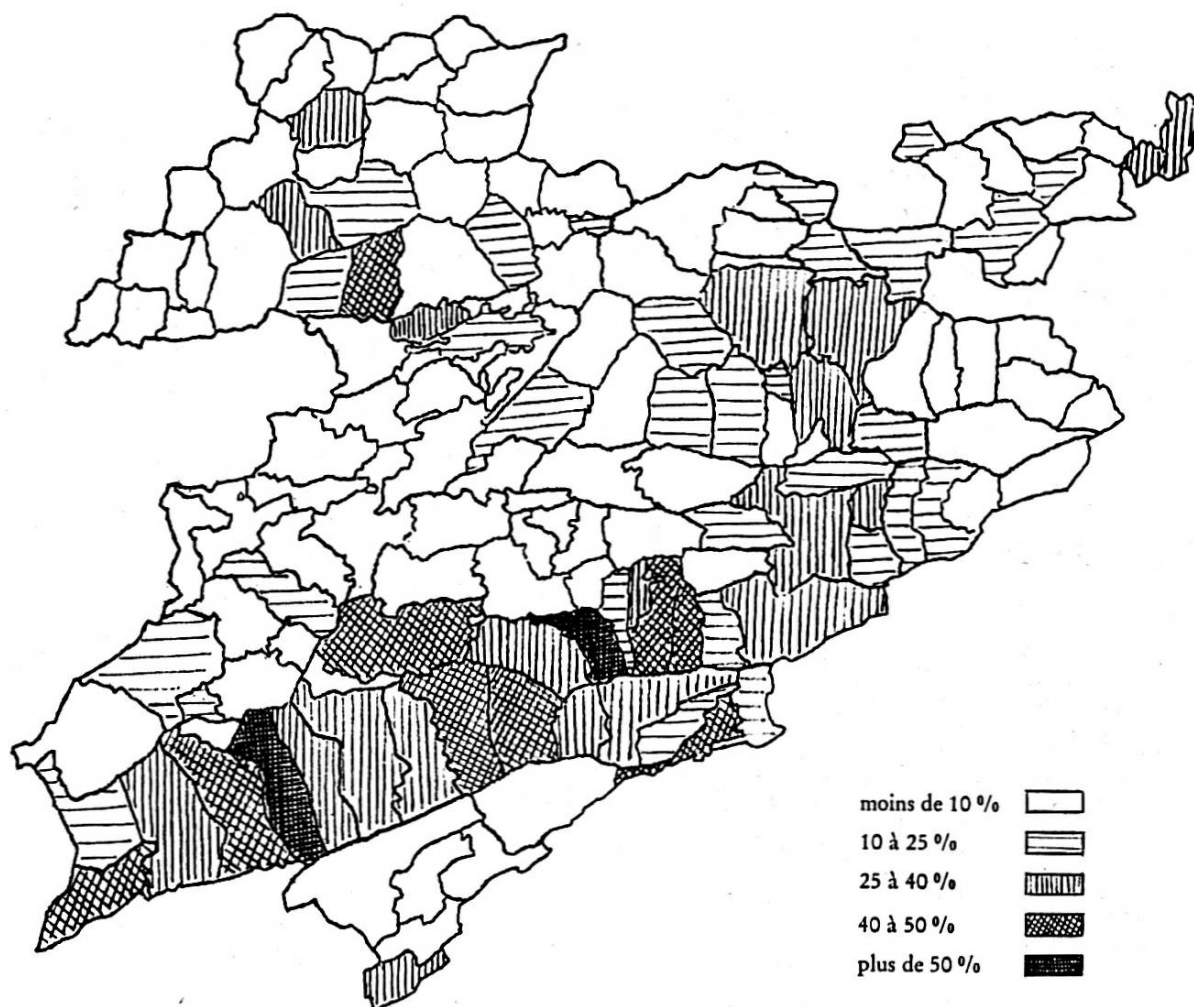
Sources : *Le Pays* et *Le Démocrate*.

ANNEXE III



COMMUNES INDUSTRIELLES DU JURA EN 1920

ANNEXE IV



ÉLECTION AU CONSEIL NATIONAL DANS LE JURA EN 1922 : POURCENTAGE DES VOIX SOCIALISTES PAR COMMUNES

(% des suffrages valables)

ANNEXE V

LE DÉPUTÉS SOCIALISTES JURASSIENS AU GRAND CONSEIL JUSQU'EN 1922

A. *Avant la R.P.*

NICOL, Pierre	1902-1906 ; 1918-1922	Porrentruy
WOLF, Charles	1905-1914	Delémont
TIÈCHE, Aimé	1906-1910	Tavannes
MATHEY-DORET, Henri	1912-1914	Saint-Imier
BÉGUELIN, Jules-Arthur	1914-1922	Courtélary
VUILLE, Ernest	1918-1922	»
BRATSCHI, Fritz	1918-1922	Tavannes
CLÉMENÇON, Georges	1918-1922	Moutier
ALBIETZ, Adolphe	1918-1922	Courtemaîche

B. *14 mai 1922 (R.P.)*

BÉGUELIN, Jules-Arthur (sortant)	Courtélary
VUILLE, Ernest (sortant)	»
MONTANDON, Ernest	»
FRIEDLI, Arnold	Delémont
BRATSCHI, Fritz (sortant)	Moutier
CLÉMENÇON, Georges (sortant)	»
ERNST, Edmond	»

ANNEXE VI

SECTIONS DIRECTRICES ET PRÉSIDENTS DU P.S.J. 1911-1922

A. Parti socialiste du Jura-sud (1911-1919)

1911-12	Corgémont	Arthur von Arx
1912-13	Villeret	René Robert
1913-14	»	» »
1914-15	»	Léon Richard
1915-16	»	» »
1916-17	Sonvilier	Cyprien Donzé
1917-18	»	» »
1918-19	Tramelan	Ernest Vuille

B. Parti socialiste du Jura-nord (1912-1919)

1912-13	Delémont	Adolphe Mühlhaupt
1913-14	Porrentruy	Pierre Nicol
1914-15	»	Adolphe Albietz
1915-16	Delémont	Emile Studer
1916-17	»	» »
1917-18	»	» »
1918-19	»	Armand Rossé

C. Parti socialiste du Jura bernois (depuis 1919)

1919-22	Reconvilier	Léon Donzé
---------	-------------	------------